

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



***L'ARMÉE REPUBLICAINE IRLANDAISE A TRAVERS LE  
20<sup>ÈME</sup> SIÈCLE***

***Mémoire de géopolitique  
du commandant Franck DENIS  
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique »***

Directeur : M. Jean François DAGUZAN  
Docteur d'état en sciences politique

Avril 2003

# L'armée républicaine Irlandaise à travers le 20<sup>ème</sup> siècle

SOMMAIRE
----------

## PREMIÈRE PARTIE : RAPPEL HISTORIQUE

### DEUXIÈME PARTIE: 1916-1921 : LA LUTTE POUR UNE NATION IRLANDAISE

Environnement politique et état de la société irlandaise

Facteurs internationaux

L'IRA des origines

### TROISIÈME PARTIE: 1922-1968: LA SCISSION ET LA MARGINALISATION DANS LA SOCIETE IRLANDAISE

Environnement politique et état de la société irlandaise

Un mouvement marginal qui recherche de nouveaux modes d'action

### QUATRIEME PARTIE: 1968-1993: LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT REPUBLICAIN IRLANDAIS

Environnement politique et état de la société irlandaise

Facteurs internationaux

L'IRA provisoire

### CINQUIEME PARTIE: 1993-2000: LE PROCESSUS DE PAIX

Environnement politique et état de la société irlandaise

Facteurs internationaux

Cessez le feu et groupes dissidents

## INTRODUCTION

IRA, trois lettres qui ont ponctué l'histoire récente de l'Irlande et de la Grande Bretagne. Combattants de la liberté pour les uns, terroristes pour les autres, ses membres ont tenté d'influer sur le cours des événements en Irlande tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle.

Partie intégrante du patrimoine historique irlandais, leurs « exploits » ont été célébrés à travers de nombreuses Ballades qui étaient chantées dans certains pubs, voici encore quelques années. Pour l'observateur proche, il semblait que cette organisation plongeait ses racines dans ce que l'on pourrait appeler l'imaginaire irlandais, peuplé de bardes et de guerriers. Certains de ses membres se voyaient en héritiers des Gaëls, en lutte contre les tribus saxonnes.

Bien entendu, la réalité des actions menées et leurs conséquences étaient très éloignées des récits épiques tels que la saga de Cuchulain<sup>1</sup>. Pour l'observateur extérieur, rien ne distinguait l'IRA d'autres groupes terroristes. Et c'est là sans doute une des caractéristiques les plus marquantes de ce mouvement, à la fois original dans son essence et semblable à d'autres organisations terroristes, par ses modes d'actions.

Cette originalité ne peut se comprendre qu'à la lumière des événements nationaux et internationaux qui ont marqué l'histoire de l'Irlande tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. L'objet de ce mémoire est d'examiner les facteurs majeurs qui ont influé sur l'évolution de l'IRA et lui ont donné cette continuité et cette longévité particulière.

---

<sup>1</sup> Héros de la mythologie celte ayant vécu en Ulster

# 1. Première partie : Rappel historique

## 1.1. Colonisation et essor économique

Depuis le XVI<sup>ème</sup>, l'Angleterre a lancé plusieurs entreprises de colonisation de l'Irlande. Guerres, révoltes et implantations de nouveaux colons se sont succédées au cours des siècles. A la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, une très forte communauté de colons protestants anglais et écossais est implantée principalement dans la province d'Ulster, au Nord de l'île, et ce, au détriment des autochtones catholiques.

Depuis 1800, l'Irlande est intégrée au Royaume-Uni, ses parlementaires siègent directement au parlement britannique. Cette absorption, réaction au soulèvement de 1798, ne va pas amener la pacification politique souhaitée par les dirigeants britanniques. Sur le plan économique, l'acte d'union va enclencher un cycle d'événements qui culmineront dans la grande famine des années 1845-1851.

De la fin du XVII<sup>ème</sup> au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'Irlande devient un exportateur substantiel de céréales et de bétail. L'île connaît alors un véritable essor économique qui entraîne une croissance démographique continue. Entre 1754 et 1821, la population passe d'environ deux millions d'habitants à plus de six millions. La noblesse terrienne, souhaitant profiter au maximum de la croissance du marché céréalier britannique et augmenter le nombre de loyers perçus, encourage activement la subdivision des terres et insiste sur le labour plutôt que sur les pâturages. Les unités de production agricoles deviennent de plus en plus minuscules et sont surexploitées. L'écrasante majorité de la population irlandaise (75 à 80%) peut être qualifiée de «rural poors ».

## 1.2. La Grande Famine et ses conséquences :

Les ouvriers agricoles, les locataires de parcelles inférieures à 15 ou 20 acres et les sous-locataires concentrés dans l'ouest de l'Irlande seront fortement touchés par la famine et ses conséquences. Entre 1845 et 1848, 3 récoltes de pommes de terre seront perdues du fait d'un parasite. Selon l'historien irlandais Cormac O'Grada, entre 1845 et 1851, 985.000 personnes périront. De 1845 à 1855, près de 2 millions d'Irlandais émigreront pour survivre, principalement vers les Etats Unis. Durant cette période l'Angleterre continuera d'exporter en quantité importante les productions agricoles irlandaises alors que l'aide accordée aux plus démunis demeurera dérisoire. Une forte rancœur contre l'Angleterre en résultera.

Les conséquences de la famine vont néanmoins façonner l'Irlande moderne. Elle a, en effet, amené une régulation de la population et la consolidation des parcelles viables. Les propriétaires terriens, qui n'ont pas été ruinés vont pousser leurs paysans à abandonner les cultures céréalières au profit de l'élevage dont les prix restent stables sur le marché britannique. En quelques décennies, le labour cède la place aux pâturages et prairies, dès 1914 l'élevage et ses dérivés représentent 75 % des revenus générés par le secteur agricole. La disparition des ouvriers agricoles et des sous-exploitants ainsi que des locataires de petites parcelles va assurer l'hégémonie de la paysannerie moyenne.

La famine a ainsi permis l'émergence d'une "bourgeoisie" rurale. L'Église catholique va fournir la discipline morale et la supervision nécessaire à la consolidation de cette nouvelle société. Elle va encourager des pratiques telles que le mariage "tardif", le célibat permanent et l'émigration. Un seul des fils hérite de la terre à la mort du père. Une fois en possession de celle-ci, il peut se marier. La dot reçue à cette occasion permettait le mariage de l'une des filles de la famille, les autres frères et sœurs n'ont le choix qu'entre le célibat permanent ou l'émigration.

## 1.3. Naissance et développement du nationalisme irlandais :

Ces pratiques vont permettre la consolidation de la taille des fermes et l'augmentation du niveau de vie. C'est sur ce terrain économique et social que va se créer un courant de pensée nationaliste puissant qui a pour aspiration le transfert de la propriété de la terre aux paysans irlandais et, ultimement, l'autonomie politique de l'île, voire l'indépendance. Ce courant de penser va se manifester sur les plans culturels, politiques et militaires.

Ainsi, en 1858 est fondée simultanément à New York et à Dublin une société secrète révolutionnaire nommée IRB (Irish Republican Brotherhood). Sa structure s'inspire du carbonarisme italien et de la franc-maçonnerie. En 1867, l'IRB organise des attentats en Angleterre et même au Canada. Après une féroce répression britannique, le mouvement sera mis en sommeil.

Sur le plan politique, un combat est mené à partir de 1870 pour l'acceptation par le parlement britannique d'un projet de Home Rule (statut d'autonomie de l'Irlande au sein du Royaume Uni). Le parti parlementaire irlandais, défenseur de ce projet, se retrouvera rapidement en position d'arbitre du jeu politique britannique grâce au nombre de ses députés siégeant à Westminster. Néanmoins, malgré plusieurs tentatives, les différents projets de Home Rule seront rejetés par le parlement britannique. Entre 1895 et 1905, le parti conservateur britannique, arrivé au pouvoir, introduira diverses réformes censées tuer le Home Rule en douceur. Les deux plus importantes seront: - le Local Government Act de 1898 qui dotera l'Irlande de conseils de Comtés et de Districts ruraux et urbains élus au suffrage universel et fournira ainsi une clientèle électorale stable au parti nationaliste - le Wyndham Act de 1903 qui encourage les landlords à vendre leurs domaines si 75 % de leurs locataires le souhaitent l'État avançant l'argent aux paysans pour ce rachat. A l'issue de l'application de cette loi (1903-1920), 70% des terres appartiendront de nouveau aux Irlandais.

Sur le plan culturel, l'Irlande connaît un renouveau à partir de 1893. En effet, dès cette date, il est apparu que l'autonomie viendrait trop tard, si elle trouvait une Irlande anglicisée. Or, par le fait de l'émigration et de sa préparation, par suite aussi de la politique délibérée de l'Angleterre, la langue gaélique perdait rapidement du

terrain. Alors que vers 1840, on la parlait presque universellement à l'Ouest d'une ligne reliant Derry à Waterford, cinquante ans plus tard, elle était rejetée vers l'extrême Ouest de l'île, dans les zones les plus déshéritées. Pour contrer ce phénomène est créée en 1893, la Ligue Gaélique (Gaelic League). Son but est de dissuader les Irlandais d'imiter le mode de vie anglais et de préserver le gaélique en tant que langue nationale. Elle propose des cours itinérants de langue et organise des festivals, des concours de musique, d'arts et de danses. En fait, les sections de la ligue deviendront rapidement des centres de renouvellement des traditions et des foyers où se rallumera la flamme du patriotisme celtique. Le pendant sportif de la ligue, la Gaelic Athletic Association, elle, fera la promotion des sports gaéliques, tels que le football gaélique et le hurling. L'entraînement physique et l'éducation morale et culturelle ainsi acquis serviront de base aux Nationalistes pour leurs futurs combats contre la couronne britannique.

## 2. Deuxième partie : 1916-1921 La lutte pour une nation irlandaise

Le début du XX<sup>ème</sup> siècle est en Irlande marqué par la poussée des aspirations à l'autonomie, voire à l'indépendance.

### 2.1. Environnement politique et état de la société irlandaise

#### 2.1.1. Nationalisme et Home Rule :

En 1905, un dublinois du nom de Arthur Griffith crée un nouveau parti politique : le Sinn Fein, qui veut dire « nous seuls » en Gaélique. Son programme considère le Home Rule comme insuffisant et prône une abstention de participation au parlement de Westminster.

En 1909, les résultats des élections générales mettent le parti de la Home Rule et ses 84 élus en position d'arbitre dans le jeu politique britannique. En 1912, après un accord passé avec le parti libéral un nouveau projet de Home Rule est déposé pour examen par le parlement. Les conservateurs font alors campagne contre le projet en arguant du fait que les protestants d'Ulster constituent une communauté à part. Le projet provoque l'émoi des protestants principalement implantés dans le Nord de l'île.

A Belfast, la tension est telle que des affrontements entre catholiques et protestants éclatent spontanément. Le 28 septembre 1912, près de 500.000 personnes s'engagent par un pacte solennel à refuser de reconnaître l'autorité d'un quelconque parlement irlandais qui aurait compétence sur la totalité de l'île.

Au cours des discussions parlementaires, proposition est faite de laisser hors du périmètre de la Home Rule les quatre comtés d'Ulster où les protestants sont majoritaires. Au départ opposés, les Unionistes d'Ulster s'y résignent mais décident de se doter d'une « assurance » militaire en créant l'Ulster Volunteer Force (UVF)

en Janvier 1913. A la mi-1914, le mouvement dispose de plusieurs dizaines de milliers d'hommes armés.

En novembre 1913, alors que le projet est toujours en cours de discussion, les nationalistes créent l'Irish Volunteer Force (IVF) pour défendre une Home Rule s'appliquant à la totalité de l'île. En juillet 1914, le mouvement comptera près de 160.000 hommes mais sera nettement moins bien armé que l'UVF.

En mars 1914, une nouvelle option est proposée par le gouvernement. Elle consiste à laisser le choix d'intégration à la Home Rule à chaque comté. Par ce système les quatre comtés Est d'Ulster seraient exclus du processus d'accession à l'autonomie. Les unionistes pensaient même pouvoir récupérer ceux de Tyrone et Fermanagh, bien que comprenant une courte majorité nationaliste (environ 56%).

En septembre 1914, la Chambre des Communes adopte finalement le projet de Home Rule mais le Cabinet Asquith suspend son entrée en vigueur jusqu'à la fin de la guerre en cours ainsi qu'à l'adoption par le Parlement d'un amendement statuant sur le sort juridique des 9 Comtés de la province d'Ulster.

### 2.1.2. Le soulèvement de Pâques 1916 et l'essor du mouvement républicain:

En 1916, l'apparent gel de la situation engendré par la première guerre mondiale va être brutalement interrompu par le soulèvement de Pâques. Les nationalistes avaient prévu un soulèvement simultané dans tout le pays pour le dimanche de Pâques. La réception d'un message relatif à l'interception par l'armée britannique de la cargaison d'armes attendue d'Allemagne va modifier le cours de l'opération. Le chef d'Etat Major de l'IVF lance un ordre d'annulation de l'insurrection. Cet ordre n'est pas suivi par la section de Dublin dont certains membres pensent que ce soulèvement, quelles que soient ses chances de réussite réveillera l'âme de la patrie irlandaise. L'entreprise est un échec et est durement réprimée par les troupes Britanniques. Les principaux leaders seront exécutés après un jugement sommaire.

Les évènements de Pâques et la violente répression britannique qui s'ensuivra deux conséquences majeures. La première sera le basculement de l'opinion publique irlandaise, restée indifférente jusqu'ici, en faveur des insurgés. La deuxième sera la mise en avant du Sinn Fein dans le combat républicain. En effet, la paternité de l'insurrection lui sera attribuée alors qu'elle a été l'œuvre de l'IRB. Cette confusion, née de l'ignorance de certains publicistes relatant les évènements jouera finalement en faveur du Sinn Fein qui recueillera la sympathie de l'opinion publique.

En juillet 1917, Eamon de Valera, un des insurgés de Pâques, devient président du Sinn Fein. Depuis l'insurrection, la popularité du parti n'avait cessé de croître pour son rôle officiel dans les évènements et pour sa position contre le projet de conscription obligatoire envisagé pour l'Irlande. Au cours de ces deux années, le Sinn Fein remportera plusieurs sièges au parlement de Westminster. Les députés du Sinn Fein refusèrent de siéger au parlement britannique et installèrent leur propre parlement à Dublin, le Dail Eireann, dépourvu de pouvoir et non reconnu par la Grande Bretagne. Ce parlement irlandais se réunit pour la première fois le 21 janvier 1919.

### 2.1.3. Guerre d'indépendance et partition :

Le même jour, l'IRA lançait la guerre d'indépendance en attaquant un convoi d'explosif et en tuant deux des policiers de l'escorte. Malgré le conflit, le gouvernement britannique décide d'accélérer l'instauration de la Home Rule en votant l'Ireland Act en 1920. Cette loi attribuait deux parlements à l'Irlande dirigés chacun par un premier ministre mais soumis au parlement britannique de Westminster. Un parlement à Belfast devait administrer six des neuf comtés que comprenait la province historique d'Ulster et constituer l'Irlande du Nord. Le parlement de Dublin devait administrer les 26 comtés restant. Les élections des deux parlements eurent lieu en mai 1921. La très grande majorité des sièges du parlement de Belfast furent remportés par les unionistes protestants. Ceux du parlement de Dublin furent remportés par une vaste majorité de députés catholiques nationalistes

du Sinn Fein. Tandis que le parlement de Belfast se réunit pour la première fois en juin 1921, les députés nationalistes du Sud, refusent de siéger au parlement de Dublin et continuent de se réunir au sein du Dail Eireann. Entre-temps, les hostilités se poursuivent partout dans l'île.

Finalement, le 11 juillet 1921, une trêve est conclue entre l'IRA et le gouvernement britannique. Après 4 mois de négociation, un traité est signé. L'Etat libre d'Irlande comprenant 26 comtés est créé (cf. carte en annexe). Ce nouveau pays possède sa propre armée et son propre parlement et est membre du Commonwealth. Le chef de l'Etat est le roi d'Angleterre auquel les députés doivent faire allégeance. La Grande Bretagne conserve un représentant en Irlande du Sud ainsi que des bases navales.

De Valera et de nombreux députés du Sinn Fein condamnent le traité, le considérant comme la trahison de l'idéal d'une Irlande unie. Pour les partisans du traité, au contraire, il constitue une étape avant l'obtention de l'unification de l'île. Néanmoins, l'accord remporte la majorité des suffrages lors d'un vote du parlement irlandais. Il sera ensuite approuvé par la population à l'occasion d'un referendum.

L'Irlande du Nord, reste au sein du royaume et conserve son parlement à Belfast. De 1920 à 1922, des violences anticatholiques éclatent en réaction aux attaques de l'IRA. Pour maintenir l'ordre, le parlement de Belfast met sur pied une deuxième force de police en complément des RUC (Royal Ulster Constabulary), les « Special B Constabulary » ou « B-Specials » qui seront jugés partiaux et contribueront à l'augmentation de la violence. Très rapidement, des mesures discriminatoires seront mises en place à l'encontre des catholiques afin de maintenir la suprématie politique et économique des unionistes protestants. Des découpages électoraux et un système de vote très favorables à la communauté protestante seront ainsi instaurés. La police se voit également dotée de pouvoir spéciaux en matière d'arrestations et de détention.

## 2.2. Facteurs internationaux

En août 1914, le Royaume Uni rentre en guerre contre l'Allemagne . Ce conflit va avoir plusieurs conséquences sur les affaires irlandaises.

### 2.2.1. Nationalistes et Unionistes Irlandais ensemble dans la Première guerre mondiale :

La première est la suspension de l'application de la Home Rule. Cette situation allait laisser unionistes et nationalistes dans l'expectative. Nombreux furent ceux qui considèrent que combattre aux côtés des britanniques pourrait constituer un atout pour les futurs marchandages de l'après guerre. Cette approche allait détourner pour un temps les énergies qui étaient prêtes à se libérer dans une guerre civile.

John Redmond, leader du parti de la Home Rule, conseille l'enrôlement en masse dans l'armée britannique. En effet, selon lui, la guerre ayant pour but la défense de la Belgique et des petites nationalités opprimées par l'Allemagne et l'Autriche ne peut qu'aboutir, en cas de victoire, à la libération de l'Irlande. Ainsi, la majorité des membres de l'IVF, renommée pour l'occasion la National Volunteer Force, s'enrôle au sein de l'Armée britannique. Un groupe minoritaire dissident, optant pour la neutralité garde l'appellation d'IVF et demeure en Irlande. Les volontaires Irlandais fournirent les effectifs de deux divisions mais se virent refuser tout insigne distinctif et tout étendard pouvant les faire reconnaître en tant qu'Irlandais.

De même, la majorité de l'UVF et d'autres unionistes s'engagent au sein de l'armée britannique. Ainsi, la 36<sup>ème</sup> Ulster division, forte de 10 000 hommes, participera à la bataille de la Somme et y perdra la moitié de ses effectifs. Londres considérera qu'après un tel sacrifice, la Home Rule ne pouvait être imposée à l'Ulster.

### 2.2.2. Les difficultés de l'Angleterre deviennent une opportunité pour les nationalistes irlandais:

La deuxième conséquence est liée à la durée du premier conflit mondial. En effet, l'enlisement de la Grande Bretagne dans la guerre va rapidement apparaître comme une opportunité pour les nationalistes irlandais. Cette approche sera résumée dans le slogan républicain « les difficultés de l'Angleterre sont les opportunités de l'Irlande ». En 1916, après avoir pris conscience que la guerre peut encore durer des années, l'IRB et l'IVF décident de profiter de l'engagement des forces britanniques sur le continent pour lancer une vaste action insurrectionnelle et libérer l'Irlande. L'action débouchera sur le soulèvement de Pâques 1916.

### 2.2.3. L'Allemagne, allié objectif des nationalistes :

La troisième conséquence sera liée à l'aide extérieure que pourront recevoir les nationalistes irlandais. En effet, très tôt les nationalistes rechercheront des aides à l'étranger. A l'aide traditionnelle de la diaspora irlandaise implantée aux Etats Unis s'ajoutera l'aide de circonstance de l'Allemagne en guerre contre la Grande Bretagne. Malgré l'intérêt qu'aurait pu avoir l'Allemagne à ouvrir un « deuxième front » dans l'arrière cour de la Grande Bretagne, l'aide dispensée aux nationalistes irlandais fut très limitée. Elle se concrétisa au cours de deux faits marquants :

La livraison de 2000 armes et munitions en juillet 1914 et l'affaire Roger Casement en 1916. Partisan de l'indépendance de l'Irlande, un ancien fonctionnaire colonial, célèbre pour ses courageuses enquêtes au service de l'Angleterre, Sir Roger Casement, entreprit de chercher de l'aide auprès de l'Allemagne. Après un passage par les Etats Unis où des membres de l'IRB lui procurèrent subsides et recommandations, il parvint à Berlin. Il se lança d'abord dans une opération de recrutement de soldats irlandais capturés par les allemands. L'entreprise fut un échec, il décida alors de retourner en Irlande. Il obtint néanmoins qu'un sous-marin le ramènerait sur la côte irlandaise, tandis qu'un cargo, déguisé en vaisseau marchand norvégien, l'Aud, débarquerait vingt mille fusils et les munitions appropriées au profit des volontaires qui se préparaient pour l'insurrection de Pâques. Ayant percé

les codes de communications utilisés par les allemands, les britanniques furent informés de l'opération. Aussi, Casement à peine parvenu dans la baie de Tralee, près d'Ardfert, au matin du Vendredi saint n'eut que le temps de confier un message désespéré à des courriers fidèles avant d'être arrêté. Transféré à la Tour de Londres, il fut jugé peu après en conseil de guerre, et pendu. Quant au capitaine de l'Aud, surpris par un patrouilleur, il fit sauter navire et cargaison, sous le pavillon allemand, et se constitua prisonnier de guerre avec son équipage.

#### 2.2.4.L'influence de la Grande guerre dans le traitement de la crise irlandaise :

La quatrième conséquence du conflit influera fortement la manière de la couronne britannique de traiter les insurgés. La grande Bretagne étant en guerre contre l'Allemagne, les leaders des insurgés seront condamnés pour haute trahison par des cours martiales et passés par les armes. En mai 1918, un projet britannique de recours à la conscription soulève un tollé et le Sinn Fein déclare son opposition officielle à une telle mesure. Les autorités britanniques, prenant prétexte de contrer un soi-disant complot entre les irlandais républicains et les allemands, arrêteront dans la nuit du 17 au 18 mai 1918, tous les leaders du Sinn Fein et les officiers de l'IVF. Les prisonniers seront immédiatement internés en Angleterre et d'autres arrestations interviendront dans les jours suivants. Ne pouvant apporter des preuves à ces accusations les autorités ne pourront donner de suites judiciaires à cette affaire connue sous le nom de « complot allemand ».

Enfin, la démobilisation massive qui suit l'issue du conflit mondial mettra à la disposition de la Grande Bretagne « une main d'œuvre » abondante pour tenter de résoudre le problème irlandais. Ainsi, dès le début de 1920, seront recrutées deux troupes, les « Black and Tan » et les « Auxies », pour palier les défections croissantes dans la gendarmerie royale irlandaise (Royal Irish Constabulary, RIC), à dominante catholique. Les « Black and Tan » seront recrutés parmi les soldats démobilisés de la Grande guerre et d'autres milieux. Leur nom provient de leurs

uniforme, mélange d'effets de la police (couleur sombre) et de l'armée (couleur fauve). Le deuxième corps, les « Auxies », nom donné à la division auxiliaire de la RIC, sera recruté parmi d'anciens officiers britanniques. Les deux corps, équipés d'automitrailleuses auront recours à des méthodes expéditives pour tenter de balayer la rébellion. Ils se comporteront comme une armée d'occupation et recourront à la terreur contre les populations par des assassinats sommaires, le saccage ou l'incendies de nombreux villages.

L'après guerre fut également une source d'espoir pour les républicains irlandais qui pensaient pouvoir mettre le problème de l'Irlande à l'ordre du jour des discussions relatives au redécoupage des frontières en Europe. Une délégation du Sinn Fein tenta en vain de faire prendre en compte ce point de vue.

#### 2.2.5.L'action de la diaspora irlandaise:

La diaspora irlandaise, fortement implantée sur la côte est des Etats Unis joua également un rôle non négligeable dans les évènements en Irlande. Ainsi, bon nombre de représentants de l'IRB servirent d'intermédiaires dans la contrebande d'armes vers l'Irlande tout en menant des actions de lobbying dans leur nouveau pays d'accueil. Le consul des Etats Unis intercèdera même en faveur d'un des leader de l'insurrection de Pâques. Il s'agit d'Eamon de Valera, natif de New York et élevés par ses grands parents en Irlande après la mort de son père. Il semble que cette intervention ait porté ses fruits car sa condamnation à mort sera commuée en réclusion à perpétuité. Il sera finalement libéré rapidement par les autorités britanniques.

### 2.3. L'IRA des origines

### 2.3.1. Un nom aux origines anciennes :

Le nom d' « armée républicaine irlandaise » ou IRA (Irish Republican Army) apparut pour la première fois aux Etats Unis en 1866<sup>2</sup>. Le matin du 2 juin de cette année là, un groupe de 800 hommes en armes en provenance des Etats Unis combattit une force de jeunes miliciens réunis à la hâte à Ridgeway, juste derrière la frontière canadienne. La troupe arborait un drapeau vert frappé de la harpe celtique et portant les lettres « IRA ». Après quelques pertes de part et d'autre ; les hommes en armes se retirèrent en territoire américain. Cet action au dénouement peu glorieux était une contribution de la branche américaine de l'IRB (Irish Republican Brotherhood) à un projet avorté de soulèvement général contre la Grande Bretagne. L'ambition des assaillants étaient ni plus ni moins que d'établir une base d'opération au Canada avant de s'attaquer à l'Angleterre. A l'issue de cet épisode peu connu et, accompagnant le déclin progressif de l'IRB, le nom d' « IRA » tomba progressivement dans l'oubli.

### 2.3.2. Naissance officielle et organisation :

L'IRA réapparaît officiellement le 21 janvier 1919 avec la constitution de l'Armée Républicaine Irlandaise par le Dáil Eireann sur la base de l'Irish Volunteers Force. Les membres de l'IRA conserveront d'ailleurs le nom de « volontaires ».

Le même jour, un convoi d'explosifs et son escorte sont attaqués par un groupe de volontaires de l'IRA. Cette action marque le début de la guerre d'indépendance irlandaise. Durant cette nouvelle phase de l'histoire irlandaise, l'IRA sera constituée en majorité de paysans travaillant aux champs le jour et de jeunes gens ayant pour base d'entraînement les exercices physiques pratiqués au sein de la Gaelic Athletic Association. L'infériorité numérique et matérielle de l'IRA l'amène très rapidement à opter pour le seul mode de lutte possible : la guérilla.

L'IRA est organisée par comtés en compagnies, bataillons et brigades à effectifs variables, un peu à l'image d'une armée « classique » mais œuvrant à temps partiel. L'utilisation de cette terminologie propre à une armée classique était un moyen pour l'IRA de se poser en force légitime de l'Etat irlandais. L'organisation ne tentera jamais de copier réellement les schémas d'une armée classique. Ses effectifs dépendront toujours du terrain ainsi que de la densité de population et s'adapteront en permanence aux conditions changeantes du combat. Ainsi, dès l'été 1920, sera constitué un noyau de combattants à plein temps, entraînés et engagés en permanence : les colonnes volantes. Ces troupes de choc spécialisées seront employées dans des attaques rapides et précises contre les forces Britanniques et leurs auxiliaires. A Dublin, un Active Service Unit est mis en place et adaptés aux besoins de la guérilla urbaine, secondé par une petite équipe, le « Squad », commandé par Michael Collins et spécialisé dans le renseignement et les actions clandestines. Ce Squad se révéla d'une efficacité redoutable, notamment le 21 novembre 1920 lorsqu'il démantela le réseau des services secrets britanniques en Irlande en éliminant simultanément 14 de ses membres.

On peut estimer le total des effectifs de l'IRA durant la guerre d'indépendance à environ 100 000 hommes. La réussite de l'organisation aura été de faire croire aux Britanniques, par des opérations de harcèlement constant, que ses effectifs étaient bien plus importants et qu'elle était capable de poursuivre la lutte de manière prolongée. Son action en tant qu'armée de libération s'est révélée déterminante dans l'ouverture de négociations entre le gouvernement britannique et les nationalistes irlandais.

---

<sup>2</sup> The provisional IRA Patrick Bishop & Eamon Mallie Corgi books 1988

### 3. Troisième partie : 1922-1968 : La scission et la marginalisation dans la société irlandaise

#### 3.1. Environnement politique et état de la société irlandaise

##### 3.1.1. Guerre civile et défaite des opposants au traité :

En avril 1922, les opposants au traité s'emparent de bâtiments administratifs à Dublin et marquent ainsi le début de la guerre civile. Devant la détermination des opposants, le jeune gouvernement irlandais réprime l'action par la force. Une guérilla hostile au traité s'étend alors au pays. Les troubles se prolongent pendant près d'un an jusqu'à ce que les forces anti traité déposent les armes.

A l'issue de la guerre civile, le gouvernement de l'Etat libre d'Irlande entame plusieurs chantiers :

- la réparation des infrastructures mises à mal par les combats,
- le remplacement des administrations britanniques et du Sinn Fein par une administration étatique
- la création d'une police
- le lancement d'un programme d'éducation incluant l'apprentissage du Gaélique.

Sur le plan politique, le parti anti-traité qui a conservé le nom de Sinn Fein et qui refuse toujours de siéger au parlement, connaît une nouvelle scission. Deux tendances s'opposent sur le maintien ou non de la politique de non participation aux institutions. En 1925, convaincu que la cause d'une Irlande unie sera mieux défendue en siégeant au parlement, le leader de l'opposition au traité, Eamon de Valera, quitte le Sinn Fein avec ses partisans et fonde un nouveau parti, le Fianna Fail (« soldats de la destinée »). En 1931, l'IRA est déclarée illégale par le gouvernement irlandais.

### 3.1.2. Affranchissement de la tutelle britannique et guerre économique :

En 1932, Eamon de Valera est élu premier ministre et adopte immédiatement une politique destinée à couper tout lien avec le Royaume Uni. En violation du traité, il suspend les remboursements prévus des sommes prêtées par la couronne britannique aux fermiers irlandais avant la création de l'Etat libre. En 1933, le serment d'allégeance du parlement irlandais au roi est supprimé et les pouvoirs du représentant de la couronne en Irlande sont réduits. Le poste sera supprimé en 1937.

La suspension des remboursements va entraîner une guerre économique entre l'Irlande et le Royaume Uni. En représailles à la décision irlandaise, le gouvernement britannique impose une surtaxe de 20% sur tous les produits en provenance d'Irlande. Cette mesure affectera les exportations de bœuf irlandais. En représailles le gouvernement irlandais imposa également une surtaxe sur les produits britanniques. Cette mesure frappera les exportations de charbon britannique vers l'Irlande. Néanmoins, l'Irlande était la plus dépendante des échanges commerciaux entre les deux pays. Après 5 années de guerre économique et l'affaiblissement de l'économie irlandaise, les deux pays signèrent un accord normalisant leurs relations. L'accord stipulait que l'Etat libre d'Irlande devait verser 10 millions de livres pour solder les remboursements dus ; en contrepartie, la Grande Bretagne devait se retirer de ses bases navales d'Irlande du Sud.

En 1936, profitant de la confusion semée en Grande Bretagne par l'abdication du roi Edward VIII, Eamon de Valera fait adopter par le parlement irlandais un loi qui abolit le droit du roi d'interférer dans les affaires de l'Etat libre d'Irlande. En 1937, une nouvelle constitution est approuvée par référendum et mise en place. Elle apporte plusieurs changements fondamentaux :

- L'Etat libre d'Irlande est renommé l'EIRE
- Le chef de l'Etat est un président élu et non plus le roi d'Angleterre
- Les frontières de l'Eire englobent la totalité de l'île
- Le gouvernement de l'Eire peut voter des lois pour l'ensemble de l'île mais ne peut les appliquer que dans les 26 comtés.

### 3.1.3. L'attitude de l'Eire pendant le deuxième conflit mondial :

En 1939, suite à des attentats commis en Grande Bretagne le parlement irlandais vote l'Offences Against the State Act qui autorise l'emprisonnement sans procès des membres de l'organisation. Ce texte sera utilisé pour interné près de 400 républicains pendant les années de guerre. Une des craintes du gouvernement était que l'IRA ne s'allie aux Nazis et ne mette ainsi en péril la précieuse neutralité de l'Irlande, proclamée dès le début de la seconde guerre mondiale.

Tout au long de la seconde guerre mondiale, l'Eire conservera une neutralité bienveillante à l'égard des alliés. Ainsi, leurs avions seront autorisés à survoler le comté de Donegal pour se rendre en Ulster. De même, les pilotes britanniques, forcés d'atterrir sur le territoire de l'Eire, seront discrètement raccompagnés à la frontière d'Ulster alors que les pilotes allemands seront internés.

Le deuxième conflit mondial eu des conséquences bénéfiques pour l'économie de l'ensemble de l'île. En effet, les Britanniques privilégièrent l'industrie de l'Irlande du nord, son éloignement la rendant moins sensible aux bombardements allemands. Ainsi, les activités de construction navales et textiles fonctionnèrent à plein rendement durant cette période. Un pôle de construction aéronautique y fut même implanté. L'Eire, quant à elle, trouva dans le Royaume Uni en guerre, un formidable débouché pour ses produits agricoles mais également un employeur pour nombre de ses ressortissants qui participèrent ainsi à l'effort de guerre.

### 3.1.4. Tentative de réunification et avènement de la république d'Irlande :

En 1948, un nouveau gouvernement de coalition arrive aux commandes de l'Eire. En Eire, affaires. Ce nouveau gouvernement annonce très tôt son intention de se retirer du Commonwealth ce qui n'est pas sans inquiéter le gouvernement travailliste de Londres qui craint un effet domino au sein de l'organisation. En Irlande du Nord, la crainte d'une campagne de réunification de l'île, orchestrée par le Sud, se développe. Cette crainte s'accru lorsqu'un groupe de nationalistes d'Irlande du Nord,

réunis sous la bannière de la « ligue anti-partition » (Anti-Partition League), à partir de 1945, prit rapidement de l'ampleur et reçut le soutien de l'Eire. Le gouvernement de l'Eire proposa à celui d'Ulster des garanties constitutionnelles contre l'acceptation d'une Irlande unie. L'offre fut déclinée. Le gouvernement d'Ulster en appela au gouvernement britannique qui lui donna l'assurance que le statut de l'Irlande du Nord ne changerait pas sans l'approbation de ses habitants. Pour confirmer ses déclarations d'attachement au Royaume Uni, l'Ulster organisa des élections anticipées en février 1949. L'Eire soutint financièrement la Ligue Anti-Partition pour qu'elle influe sur les résultats. Malgré leur victoire écrasante (40 sièges sur 52), les Unionistes conservèrent une rancœur au sujet de ce qu'ils considéraient être une tentative d'ingérence de l'Eire dans les affaires intérieures de l'Irlande du Nord.

Le lundi de Pâques 1949, l'Eire se retira du Commonwealth et prit le nom de République d'Irlande. Cette décision ne satisfît que très partiellement de nombreux républicains aspirant toujours à l'unification de l'île. La Grande Bretagne réagit à la décision de l'Eire par le vote en Juin de l'Ireland Act qui reconnaît la République d'Irlande et donne au parlement d'Irlande du Nord le choix final pour toute tentative de réunification. En 1951, la Ligue Anti-Partition est dissoute dans l'indifférence générale.

### 3.1.5. Une Irlande du Nord inégalitaire enquête de réformes :

Sur le plan économique, l'Irlande du Nord connaît une relative prospérité dans les années 50. Le niveau de vie y augmente notablement, même pour les plus démunis. En effet, dès la fin de la guerre, le parti travailliste britannique avait mis en place un système de couverture sociale et d'assurance sociale. En revanche, l'Ulster connaît un problème de sous-représentation de la communauté catholique parmi les fonctionnaires et les forces de sécurité, cette situation étant favorisée par une politique de préférence pour les protestants en matière d'emploi et d'accès au logement. Cette politique sera menée jusque dans les années 60.

Néanmoins, dès la fin des années 50, une classe moyenne catholique commence à prendre de l'ampleur, grâce au système de bourses d'éducation mis en place par le gouvernement travailliste britannique en 1948. Bien que toujours sous représentée, pour les hauts postes, les écarts diminuent. D'autre part, dès 1963, le gouvernement d'Ulster, conscient du déclin quasi irrémédiable des industries traditionnelles de la province telles que les constructions navales et le textile, encourage l'implantation de firmes étrangères. Ainsi des compagnies telles que Michelin et Dupont s'installeront en Irlande du Nord pour bénéficier d'un système de primes très avantageux. Ces nouvelles compagnies n'effectuent pas de discrimination à l'embauche et les catholiques se retrouvent à égalité de chance avec les protestants. Une politique dynamique de rénovation et de construction de logements contribua également au sentiment général d'amélioration de la situation.

La république d'Irlande, elle, connaît des temps plus durs. Son économie entre en récession et le taux de chômage augmente. Chaque année, des dizaines de milliers d'irlandais doivent émigrer pour trouver un emploi. En 1959, des mesures sont prises pour relancer l'agriculture et favoriser l'implantation d'usines étrangères par un système de subventions.

En Ulster, encouragés par le succès du mouvement pour les droits civiques aux Etats Unis, un médecin catholique et son épouse fondent, en 1964, un mouvement pour la justice sociale<sup>3</sup>. La plupart de ses membres appartient à la classe moyenne catholique et est très réservée à l'égard de la politique. L'objectif est de lutter contre les injustices en matière de logement, d'emploi et de pratiques électorales. En effet, les déclarations officielles du gouvernement d'Ulster, apparemment favorable au changement, ont généré une grande attente au sein de la communauté catholique alors que les vraies réformes de fond n'ont pas été engagées. Ainsi, malgré des améliorations indéniables, l'état d'Ulster maintient toujours la suprématie protestante dans les domaines économiques et politiques.

---

<sup>3</sup> The provisional IRA Patrick Bishop & Eamon Mallie Corgi books 1988 p67

Très vite, divers groupes, républicains et syndicaux se joignent au mouvement pour lui donner une dimension plus active sur la scène politique d'Irlande du Nord à l'aide de manifestations publiques. En octobre 1966, les diverses tendances se regrouperont au sein de la NICRA (Northern Ireland Civil Rights Association).

Au cours de cette période, une organisation paramilitaire protestante, ayant repris le nom d'UVF, mènera des actions violentes contre la communauté catholique. Néanmoins, ces actes isolés ne parviendront pas à troubler le sentiment général qu'une amélioration de la situation des catholiques est en cours.

A l'automne 1968, la NICRA perd de son importance et devient une simple composante du Mouvement pour les droits civiques qui prend le relais. Des marches sont organisées dans plusieurs villes d'Irlande du Nord et réunissent de nombreuses personnes. Certaines connaissent des débordements qui entraînent des réactions très violentes de la part des forces de l'ordre.

### 3.2. Un mouvement marginal qui recherche de nouveaux modes d'action

#### 3.2.1. Scission et guerre civile :

En avril 1922, une scission s'opère au sein de l'IRA, entre les partisans et les opposants au Traité. Ces derniers, minoritaires, gardent le nom de l'IRA. D'armée de libération, l'IRA devient ainsi une force d'opposition armée au nouvel Etat libre d'Irlande. Ce dernier constitue une force militaire à partir des anciens volontaires de l'IRA partisans du traité. La Free State Army sera créée le 6 juin 1922. Dès la scission de l'IRA, les membres hostiles au traité occupent plusieurs bâtiments officiels de Dublin. Après des tentatives infructueuses de médiation, le gouvernement ordonne à la jeune Free State Army d'employer la force contre les insurgés. L'opération permet de chasser l'IRA de Dublin mais déclenche la guerre

civile. L'IRA emploie l'arme de la guérilla contre l'armée de l'état libre. Le gouvernement irlandais reçoit l'appui matériel de l'Angleterre dans cette entreprise. Peu à peu, l'IRA perd du terrain ainsi que le soutien populaire qu'elle avait dans certaines campagnes. Un cessez le feu entre en vigueur en avril 1923 à l'appel d'un des leaders anti-traité, Eamon De Valera. La plupart des membres de l'IRA se dispersent. A l'issue de la guerre civile, l'IRA se trouve très marginalisée dans la société irlandaise.

### 3.2.2. Nouvelle scission du mouvement républicain et réorganisation de l'IRA :

En 1925, l'IRA prend ses distances avec le Sinn Fein, échaudée par l'attitude d'Eamon de Valera et d'autres députés qui remettent en cause le principe intangible de la non reconnaissance du parlement irlandais, le Dail, et donc de la non participation à cette institution. De Valera et ses partisans quitteront finalement le Sinn Fein pour fonder le Fianna Fail (soldats de la destinée), un parti républicain non violent, prônant l'unification de l'Irlande par des moyens pacifiques. La même année, l'IRA adopte une nouvelle structure de commandement<sup>4</sup>. Les délégués des unités à travers le pays élisent un bureau exécutif composé de 12 membres qui à leur tour, élisent parmi eux 7 officiers pour constituer le conseil militaire. Ce dernier élit un chef d'Etat Major qui consulte le conseil pour les affaires importantes. La mise en application des décisions prises par le conseil militaire est du ressort d'un Etat Major général qui comprend en règle générale la plupart des membres du conseil militaire. A partir de 1930, tous les membres de l'IRA ayant un minimum de conscience politique ont quitté l'organisation. Seuls restent les partisans de la lutte armée, unique moyen, selon eux, d'aboutir à une Irlande unifiée. Ainsi, en 1939, l'IRA lancera, en Angleterre, une campagne d'attentats qui n'aura aucun impact réel sur le plan politique. Certains des activistes impliqués seront arrêtés et pendus par les forces de sécurité britanniques.

---

<sup>4</sup> The provisional IRA Patrick Bishop & Eamon Mallie Corgi books 1988 p34

### 3.2.3. La recherche de soutiens à l'étranger :

A l'instar de l'IRA des origines, l'organisation se mit très tôt en quête de soutien étrangers.

En 1925, une délégation de l'IRA se rendit à Moscou pour demander l'aide de Staline. Ce dernier préféra ne pas donner suite à cette requête, craignant de voir les armes livrées saisies par le gouvernement de Dublin et utilisées comme prétexte pour une campagne de propagande anticommuniste.

Pendant le conflit mondial, deux membres de l'IRA se rendirent en Allemagne. Von Ribbentrop, ministre des affaires étrangères allemand, consulta les chefs des services de renseignement dont l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, pour décider des suites à donner. A l'issue de cette rencontre, un U boat fut mis à la disposition des deux républicains de l'IRA avec liberté d'entreprendre en Irlande toute action jugée utile. L'opération fut désignée par le nom de code Colombe. La mort prématurée d'un des activistes, au cours de la traversée, entraîna l'annulation de la mission. Le sous marin regagna l'Allemagne avant d'avoir atteint les côtes irlandaises.

### 3.2.4. Rapprochement Sinn Fein-IRA et Border Campaign :

En 1949, le Sinn Fein et l'IRA effectuent un rapprochement qui perdurera de nos jours. En effet, après bien des discussions, certains des membres de l'IRA, internés pendant la seconde guerre mondiale, sont arrivés à la conclusion qu'une approche politique était également nécessaire. Au cours d'une réunion chargée de discuter des changements de politique, les membres de l'IRA furent autorisés à infiltrer le Sinn Fein. Le parti s'y soumit de bonne grâce en élisant comme nouveau président un

membre de l'Army Council. En 1956, lors d'élections en Irlande du Nord, le Sinn Fein remporta 2 sièges au parlement de Westminster<sup>5</sup>.

Sur le plan militaire, l'IRA décide, dès le début des années cinquante, de lancer une campagne d'actions sur la frontière de l'Ulster.

La campagne border campaign sera conçue dans le même esprit que le soulèvement de 1916. Ses concepteurs étaient persuadés que malgré un rapport de force très défavorable des actions isolées auraient le potentiel de changer une situation en apparence immuable, tout comme l'avait fait le soulèvement de Pâques 1916.

Le but de la campagne était de détruire tous les moyens de communication dans une zone donnée et de désorganiser l'administration de l'ennemie pour le forcer à se retirer. La zone une fois conquise, le secteur voisin pouvait alors être attaqué de la même manière. Les opérations devaient être menées par des « colonnes volantes » en provenance du Sud et appuyées par des volontaires du Nord. L'attaque des biens était à privilégier sur celle des personnes. Des consignes avaient été données pour éviter les pertes civiles. Ces considérations associées à des doutes sur la fiabilité de l'IRA de Belfast amenèrent à éviter toute action dans cette ville.

A partir de 1951, le conseil militaire autorise les raids sur les armureries pour acquérir les armes nécessaires à la campagne à venir. Plusieurs opérations furent ainsi lancées sur des armureries britanniques au Nord, avec des fortunes diverses. La campagne débuta le 11 décembre 1956 et s'acheva en janvier 1962. Elle fut marquée par plusieurs attaques de casernes et se solda par un échec politique et militaire. L'IRA n'avait pas réussi à mobiliser la population irlandaise ni à s'imposer sur la scène politique. Ainsi, près de 400 de ses membres avaient été mis sous les verrous sans soulever de véritable protestation. Le 25 février 1962, à travers un communiqué officiel, l'IRA annonce la fin de « la campagne de résistance à l'occupation

---

<sup>5</sup> The provisional IRA Patrick Bishop & Eamon Mallie Corgi books 1988 p39

britannique » tout en blâmant l'opinion publique irlandaise pour s'être détournée de l'idéal républicain de réunification de l'île.

### 3.2.5. Crise morale et tentative de refondation doctrinale :

L'indifférence quasi-générale montrée par la population catholique, au cours de la campagne, se confirmera, au Sud, par le résultat des élections de 1961. Le Sinn Fein n'obtint qu'un score de 3 pour cent contre 5 pour cent aux élections de 1957. Cette période s'acheva par une grave crise morale au sein du mouvement républicain et par la démission de nombreux membres de l'IRA, la cause ayant perdu, à leur yeux, une grande partie de son sens.

L'organisation lança, alors, un débat pour tirer les enseignements de son échec récent. Sa première conclusion fut que l'IRA se devait de développer une doctrine politique cohérente, en phase avec les réalités de la vie quotidienne des Irlandais, afin de remplacer la traditionnelle référence incantatoire à une république vaguement définie. La seconde était que la force brutale n'aboutirait à rien en Irlande. Même les « faucons » de l'organisation considérèrent qu'il était nécessaire de faire une pause dans les actions violentes.

En ce qui concerne la doctrine, l'idée consistait à injecter une dose de socialisme dans la vieille doctrine républicaine. Des dissensions allaient apparaître, non pas à propos du bien fondé d'une nouvelle politique, mais de la recette et du dosage à employer. En septembre 1962, une nouvelle équipe de direction arrive à la tête de l'IRA. Très rapidement, certains des chefs de l'organisation vont s'orienter vers une analyse marxiste de la société irlandaise contemporaine. Cette analyse, s'affranchissant des réalités historiques du Nord, voyait un prolétariat unique au Nord et au Sud qu'il fallait unir en combattant le sectarisme avant de rejeter le capitalisme de l'île. La réunification ne pourrait passer que par une réconciliation totale entre catholiques et protestants. Peu à peu, la direction de l'IRA, composée principalement d'Irlandais du Sud se désintéressa du Nord et de sa complexité, trop dangereuse pour les nouvelles théories du moment. En 1963, des contacts sont pris

avec des dirigeants syndicaux et l'aile gauche de l'Irish Labour Party, le recours à la violence devenant de plus en plus impensable. A partir de 1964, l'entraînement des volontaires avait pratiquement cessé dans toute l'Irlande. Cette année là, une Army Convention réunit des délégués de toutes les unités de l'IRA. Au cours de cette réunion est soumis au vote un texte recommandant l'association de l'IRA avec d'autres organisations de gauche au sein d'un front de libération nationale pour mener des actions d'agitation politique et sociale. Le texte préconisait également, l'abandon de la règle de l'abstention qui datait de 1917 et empêchait les membres du Sinn Fein de siéger au Dail Eireann (le parlement irlandais), au parlement d'Irlande du Nord à Stormont et au parlement britannique à Westminster. En fait, l'abstentionnisme était la clé de voûte des positions républicaines. En effet, selon la doctrine de l'IRA, le dernier gouvernement légitime était le parlement irlandais dominé par le Sinn Fein après les élections de 1921, le fameux deuxième Dail. Sa légitimité cessa à la signature du traité abandonnant six comtés à la couronne britannique. Tous les gouvernements successifs furent également considérés comme non légitimes et le Sinn Fein refusa d'y siéger. Cette attitude était considérée comme un principe intangible pour beaucoup, en conséquence, le texte fut rejeté à une forte majorité.

A l'issue de la réunion, l'équipe de direction se coupa de plus en plus de sa base et concentra son action sur l'organisation de manifestation contre les conditions de logement et les restrictions sur la pêche dans les cours d'eau irlandais. La distance avec la base se fit plus grande lorsqu'il apparut que l'équipe de direction, de tendance agnostique et athée, ne reconnaissait plus la religion catholique comme religion officielle de l'IRA. Elle considérait en effet, que la religion était un obstacle à l'union de tous les travailleurs de l'île contre le capitalisme. Cette position heurta nombre de volontaires qui depuis les débuts de l'IRA, avaient pour habitude de recevoir la bénédiction d'un prêtre avant une opération et allaient se confesser à l'issue. De plus, il y avait une pression de la base et notamment des plus jeunes pour reprendre les opérations militaires.

Dès le début de l'émergence de la NICRA en Ulster, l'IRA s'intéressa à cette organisation qui présentait deux avantages :

- elle donnait à l'IRA une organisation au travers de laquelle cette dernière pensait pouvoir étendre sa campagne « anti-impérialiste » menée au Sud pour le logement et le droit de pêche. En effet, cette campagne était menée en République d'Irlande à travers le Sinn Fein, parti interdit au Nord à partir de 1964.
- elle fournissait à l'IRA le réseau d'organisation de gauche qu'elle tentait de créer au Sud. Ainsi, l'IRA pris soin d'infiltrer la NICRA et de faire mentionner dans les statuts de l'organisation le fait que nul ne pouvait refuser l'adhésion de quelqu'un pour son appartenance politique, permettant ainsi le ralliement de communistes et de syndicalistes.

Par la suite, la direction de l'IRA prendra délibérément ses distances avec le mouvement pour pouvoir mieux l'utiliser. En revanche, l'organisation fournira des « troupes » pour assurer le service d'ordre des différentes manifestations.

## 4. Quatrième partie : 1968-1993 : la renaissance du mouvement républicain

### 4.1. Environnement politique et état de la société irlandaise

#### 4.1.1. Montée des tensions intercommunautaires :

Au début de 1969, un des députés de Westminster représentant une des circonscriptions d'Ulster, à majorité catholique, décède. Une élection partielle est organisée pour désigner son successeur. Pour beaucoup, cet événement est l'occasion de projeter l'Ulster sur la scène politique britannique. Devant la division de la communauté catholique et les risques de défaites, les républicains se retirent de la compétition et soutiennent un candidat unique de la communauté, Bernadette Devline. Son élection sera source de ressentiment au sein du mouvement, beaucoup considérant que la direction de l'IRA a enfreint le principe d'abstention en soutenant un candidat qui allait siéger à Westminster.

Dans la même période, une anarchie latente règne dans les quartiers catholiques de Derry. Des jeunes chômeurs ont pris l'habitude de lancer des projectiles sur les forces de police. Quelques actions violentes à caractère sectaire sont également perpétrées à l'égard de catholiques ou de protestants. En juin, une nouvelle forme de violence apparaît, des personnes sont stoppées dans la rue par des groupes d'individus et se voient demander leur appartenance religieuse. Une « mauvaise » réponse est sanctionnée par un passage à tabac.

La tension va monter en juillet et août, période traditionnelle pour les marches commémoratives des différentes sociétés et confréries protestantes d'Ulster. Ainsi, le 12 août, anniversaire du siège de Derry par les troupes catholiques en 1689, les quartiers catholiques du Bogside et de Creggan, lèvent des barricades et créent des comités d'autodéfense contre ce qu'ils considèrent être la menace unioniste. Des

affrontements éclatent avec la parade protestante et débouchent sur 2 jours et 2 nuits d'émeute. Les forces de l'ordre (RUC) sont débordés.

#### 4.1.2. L'intervention de l'armée britannique :

Au cours de ces événements, le premier ministre d'Irlande du Sud prononce un discours radiodiffusé dans lequel il déclare que le Sud ne restera pas passif en cas d'aggravation de la situation. Il demande solennellement à la Grande Bretagne, la mise en place d'une force de maintien de la paix des Nations Unies. Le lendemain, l'interposition de l'armée britannique met fin aux violences. Leur arrivée sera bien accueillie par la population catholique.

Cependant, les tensions des dernières semaines ont fait croître une certaine paranoïa au sein des deux communautés. Les catholiques se croient sur le point d'être victime d'un vaste pogrome protestant alors que les protestants se croient à la veille d'une insurrection républicaine généralisée. Des comités d'autodéfense et des patrouilles de résidents sont organisés dans les quartiers catholiques des villes d'Ulster. Les accrochages entre les deux communautés se multiplient.

Le 13 août, à Belfast, une manifestation contre les événements en cours à Derry, dégénère en affrontement avec les forces de l'ordre mais également avec la communauté protestante. La communauté catholique sera la plus touchée. Au cours des affrontements, 7 personnes sont tuées et près de 750 blessées dont au moins 72 catholiques et 61 protestants par arme à feu. 1505 familles catholiques seront chassées de leur logement du fait d'incendies, de détérioration ou d'intimidations. 315 familles protestantes subiront le même sort. Sur les 275 bâtiments détruits ou requérant des réparations majeures, plus de 80% étaient occupés par des catholiques. Le calme ne reviendra que le 17 août après l'intervention de l'armée britannique. Cette dernière sera bien accueillie par la population catholique qui la perçoit comme un rempart contre les attaques protestantes. Ce sentiment sera d'autant plus fort que l'IRA, défenseur traditionnel de la communauté catholique, n'aura joué qu'un rôle très marginal au cours des événements. Il sera courant de voir des catholiques offrir

du thé dans la rue aux soldats britanniques. Cet a priori favorable sera renforcé par l'impartialité de traitement donné aux manifestants. Ainsi, le 10 octobre, après l'annonce par le gouvernement d'Ulster de la dissolution des « 'B' specials », jugés trop partiaux ; et leur remplacement par une force intégrée de catholiques et de protestants, l'Ulster Defence Regiment (UDR), une foule d'Unionists se heurte aux forces de l'ordre et un membre des RUC est tué par balle. L'armée britannique interviendra pour cesser les violences et deux protestants seront tués au cours de l'opération.

#### 4.1.3. L'escalade de la violence dans le conflit :

Au fil des mois, les actions violentes se multiplient entre les deux communautés via l'IRA du côté catholique et l'UVF du côté protestant. Au milieu de l'année 1970, le gouvernement d'Irlande du Nord arrive à la conclusion que seule, une action militaire « musclée » peut venir à bout de la croissance rapide de l'IRA et de ses moyens. Aussi, à la fin de juillet 1970, l'armée britannique impose un couvre feu dans les quartiers catholiques de l'Ouest de Belfast et procède à des perquisitions. Le nombre d'armes découvertes ne correspondra pas aux attentes. En revanche, la violence avec laquelle l'opération sera menée augmentera la sympathie envers l'IRA et facilitera le recrutement de l'organisation.

Dans la même période, le mouvement unioniste protestant se scinde entre modérés et extrémistes. Ces derniers obtiennent des sièges au parlement de Stormont lors des élections d'avril 1970.. En août 1970, un groupe de socialistes nationalistes forme le Social Democratic and Labour Party (SDLP), un parti sans aucun lien avec le terrorisme, qui allait bientôt devenir le porte parole principal de la communauté nationaliste d'Ulster.

En août 1971, les services de sécurité d'Irlande du Nord, estimant avoir une bonne connaissance des principaux membres des organisations terroristes, décide de recourir à l'internement préventif sans preuve. En six mois, près de 2300 personnes sont internées (principalement dans la communauté catholique, les loyalistes ne

représentant que 10% des personnes arrêtées). 1600 d'entre elles seront finalement innocentées et libérées. La mauvaise organisation de l'opération entraîna l'internement de nombreux innocents alors que bon nombre des leaders des organisations terroristes passèrent au travers des mailles du filet. Suite à cette opération, l'armée britannique fit désormais figure de force d'occupation et non plus d'interposition, aux yeux des catholiques.

Le 30 janvier 1972, à Derry, une bavure de l'armée britannique fait 14 morts parmi les participants d'une marche pacifique en faveur des droits civiques. L'événement, connu sous le nom de « bloody Sunday », exaspérera les sentiments nationalistes de la communauté catholique et renforcera massivement la base de recrutement de l'IRA

En mars 1972, devant la tournure des événements, le gouvernement britannique décide la suspension du gouvernement de Stormont et l'administration directe de l'Ulster par Londres. La décision provoque la colère des unionistes protestants qui y voient une « trahison de l'Ulster ». L'Ulster Defence Association (UDA), groupe paramilitaire, est créé dans cette période pour « protéger les protestants ».

Malgré l'abolition de l'internement et un appel du gouvernement de l'Irlande du Sud à l'IRA pour que le recours à la violence soit abandonné, les attentats redoublèrent. Devant cette poussée de violence le gouvernement Britannique prendra des contact pour négocier avec l'IRA la même année. Une trêve sera instaurée pendant les discussions. L'entreprise se soldera par un échec du fait de l'intransigeance de la partie républicaine qui ne voulait céder en rien sur sa revendication : la cession de l'Irlande du Nord à la république d'Irlande. En réponse à la rupture des négociations, l'IRA fera exploser simultanément 22 voitures piégées dans le centre ville de Belfast, le 21 juillet 1972. Ce jour fut connu sous le nom de Bloody Friday.

#### 4.1.4. Une tentative de négociation avortée :

Au cours de l'année 1973, le gouvernement britannique décide de redonner l'administration de l'Ulster à un parlement local représentant les communautés de manière plus équitable. Des élections ont lieu en juin 1973. L'assemblée élue constitue alors un gouvernement local toujours largement dominé par les unionistes protestants. Sa prise de fonction était liée à la définition du nouveau rôle que devait jouer la république d'Irlande. En effet, dans le cadre des accords de Sunningdale signés le 9 décembre 1973, il avait été décidé de créer un conseil de l'Irlande qui œuvrerait pour améliorer les relations entre les deux entités politiques de l'île et étudierait les sujets d'intérêt commun tels que l'agriculture, l'industrie et le commerce. Opposés à tout droit de regard du Sud sur le Nord et échaudés par la poursuite des attentats terroristes, les Unionistes s'opposent de manière très virulente à cet accord. En 1974, une grève générale organisée par les unionistes opposés au traité paralyse l'Ulster pendant plusieurs semaines. Ceci provoque la chute du gouvernement local et le passage de l'Ulster sous administration directe de Londres. Entre-temps, les violences terroristes des extrémistes nationalistes et unionistes se poursuivent.

#### 4.1.5. La grève de la faim et le renouveau de la cause républicaine :

En 1979, le gouvernement Britannique décide de soumettre tous les prisonniers arrêtés pour actes terroristes et bénéficiant jusqu'ici d'un régime spécial (Special Category Status), au régime des prisonniers de droit commun. Cette démarche procédait d'une volonté délibérée de nier les motivations politiques des activistes et de les discréditer. Le nouveau traitement imposait entre autres aux prisonniers de porter un uniforme. Bon nombre de prisonniers républicains refusent et n'admettent comme vêtement qu'une simple couverture. Ils font également une grève de l'hygiène en refusant de se laver et de nettoyer leurs cellules qu'ils avaient préalablement barbouillées avec leurs propres excréments refusèrent. Cette action est connue sous le nom de Dirty protest. Le mouvement ne provoqua que peu d'écho dans l'opinion publique et s'essouffla progressivement.

En 1980, des prisonniers républicains décident de lancer une grève de la faim pour contraindre le gouvernement britannique à réintroduire le régime spécial de détention. Le mouvement reçoit un large soutien dans l'opinion publique et des marches sont organisées. Devant une apparente bonne volonté des autorités, la grève de la fin s'interrompt. En mars 1981, n'ayant constaté aucune amélioration de leur sort, un groupe de prisonniers républicains mené par Bobby Sands entame une deuxième grève de la faim. Ce dernier, malgré sa détention, remportera un siège au parlement de Westminster en avril 1981 lors d'une élection partielle. Cet événement attire l'attention de la communauté internationale et déclenche un très fort mouvement de sympathie. Le gouvernement de Margaret Thatcher ne fléchit pas, entraînant la poursuite du mouvement. Le 5 mai 1981, Bobby Sands décède et est suivi peu après par 9 autres grévistes de la faim. Des émeutes éclatent alors à Dublin et dans les villes d'Irlande du Nord. D'un point de vue strictement limité à l'objectif initial recherché, la réintroduction du statut spécial pour les prisonniers politiques, l'opération est un échec. En revanche, elle est un immense succès médiatique qui apporte au mouvement républicain la sympathie de l'opinion publique internationale et lui permet de se relancer sur la scène politique.

#### 4.1.6. Une politique de petits pas en vue d'un règlement du conflit :

En 1983, John Hume, le leader du SDLP, persuade le gouvernement de la République d'Irlande de créer un forum de discussion sur l'Irlande. Ce forum sera boycotté par toutes les autres parties (Grande Bretagne, Unionistes et Sinn Féin). Néanmoins, les idées qui y seront développées serviront de base aux futures négociations pour un processus de paix.

Le 15 novembre 1985, les gouvernements Britanniques et Irlandais signent l'accord Anglo-irlandais dans lequel la Grande Bretagne reconnaît à la République d'Irlande un droit de regard sur l'Irlande du Nord. En contrepartie, le Sud reconnaît que l'union de l'île est un objectif à long terme qui ne peut être obtenu qu'à travers l'approbation de la majorité. Malgré l'opposition des Unionistes l'accord sera

approuvé par les deux gouvernements. En représailles, l'UVF et l'UDA lance une campagne terroriste contre les catholiques et les RUC, considérés comme traîtres. La campagne s'étendra tout au long des années 1986 et 1987. Devant l'inflexibilité du gouvernement britannique, le mouvement s'essoufflera progressivement.

Fin 1987, le gouvernement britannique décide d'interdire l'accès aux médias pour les organisations prônant la violence (dont l'IRA, l'UVF, l'UDA et le Sinn Fein) afin de réduire leur audience.

De 1988 à 1992, différentes tentatives de discussions sur la question irlandaise entre les parties modérées échoueront. Il apparaîtra rapidement que seules des discussions incluant toutes les parties, y compris celles ayant ou ayant eu recours à la violence, pourraient avoir une chance d'aboutir. Dans la même période, deux partis politiques seront créés : le Progressive Unionist Party et l'Ulster Democratic Party représentant respectivement l'UVF et l'UDA à l'instar du Sinn Fein pour l'IRA.

## 4.2. Facteurs internationaux

Les années 70 ont vu fleurir, à travers le monde, nombre de mouvements terroristes, soutenus bien souvent par les pays de l'Est, en lutte larvée contre l'Occident. Cette situation allait fournir à l'IRA des interlocuteurs divers et variés en matière d'approvisionnement d'armes. Très rapidement, la direction de l'IRA adopta une attitude très pragmatique vis à vis de l'acquisition d'armes. L'organisation était prête à se tourner vers toute source d'approvisionnement à partir du moment cette dernière se révélait intéressante. Cette attitude amena l'IRA à se tourner vers le bloc de l'Est et entraîna parfois des rencontres très « exotiques ». Ainsi, dans le milieu des années 70, certains rapports des forces de sécurité mentionnaient des rencontres entre membres de l'IRA et représentants du gouvernement communiste chinois.

### 4.2.1. Recherche d'armement à l'Est :

La première tentative d'envergure d'établir un réseau d'approvisionnement à travers l'Europe, eu lieu en 1971. Une cargaison d'armes devait être acheminée à partir d'une usine d'armement Tchécoslovaque appartenant à la compagnie Omnipol. Des fuites dans la presse amenèrent la saisie de la cargaison sur l'aéroport de Schipol, près d'Amsterdam. Il semble que des tentatives ultérieures eurent plus de succès et permirent à l'IRA de s'approvisionner, notamment en explosifs puissants tels que le Semtex, très difficile à détecter.

#### 4.2.2. La filière Libyenne :

En 1972, des contacts furent pris avec la Libye du Général Kadhafi qui avait la réputation de soutenir bon nombre de révolutionnaires à travers le monde. La Libye accorda alors un important soutien financier et matériel à ses interlocuteurs. En 1973, le navire Claudia, transportant 5 tonnes d'armes fut arraisonné à proximité des côtes irlandaises. Sans aucun doute, d'autres cargaisons parvinrent à bon port. Selon des sources libyennes, en deux ans, l'IRA aurait reçu près de 5 millions de livres sterling. A l'automne 1974, la visite de représentants protestants loyalistes envisageant une Irlande du Nord indépendante exploitant ses ressources de gaz naturel et appuyée par la Libye, démontra au Colonel Kadhafi, la complexité du conflit. Il s'en désintéressa jusqu'à l'attaque américaine de la Libye de 1986. Cette année là, les douanes françaises interceptèrent à bord du navire Eskund, une importante cargaison d'armes et d'explosifs. Selon les services de renseignement irlandais, deux ou trois cargaisons similaires seraient passées au travers des mailles du filet.

#### 4.2.3. Des contacts au Moyen Orient :

La quête d'armement, a également amené l'IRA à se tourner vers le Moyen Orient, où les palestiniens, dépossédés de leurs terres, semblaient être des alliés naturels. Mais l'OLP et les organisations qui y étaient rattachées ne furent jamais des sources d'approvisionnement importantes. En effet, les dirigeants de l'IRA

considéraient que la surveillance exercée par les Israéliens était beaucoup trop pesante pour permettre des opérations de contrebande d'envergure. Au début des années 70, des contacts aux moyen orient permirent à l'IRA de mettre la main sur un lot de lance roquette anti char RPG 7 qui eurent probablement plus de valeur sur le plan de la propagande que sur celui de l'emploi militaire. En 1977, l'IRA négocia une cargaison conséquente avec AL Fatah, l'organisation de Yasser Arafat. La cargaison comprenait des lances roquettes, des mitrailleuses, des fusils d'assaut, des munitions, des grenades et plusieurs centaines de kilos d'explosifs. La cargaison devait être conditionnée à Chypre et transportée par bateau en Irlande. Elle fut saisie avant d'arriver à destination sur renseignement en provenance des services israéliens.

#### 4.2.4. Des échanges variés :

Certains des contacts de l'IRA à l'étranger furent entretenus plus par idéal que par réel intérêt. Ainsi, dès ses débuts, l'IRA provisoire entretint des relations amicales avec les séparatistes basques du Nord de l'Espagne. En effet, les deux mouvements partageaient le même enthousiasme pour la culture celtique. Certains, même, étaient unis dans le fantasme politique d'une fédération celtique en marge de l'Europe comprenant les Irlandais, les Gallois, les Ecossais, les Bretons et les Basques. Globalement, la coopération se limita à des déclarations de soutien mutuel bien qu'il y eu quelques échanges ponctuels en matière d'armement, de réalisation de faux papiers et d'instruction au maniement des explosifs.

Les succès de l'IRA durant les années 70 et 80 amenèrent des organisation révolutionnaires étrangères à venir chercher conseils et assistance. Ainsi, des délégations du Nicaragua, de la Grenade et d'Afrique du Sud auraient sollicité l'IRA. Des impératifs de sécurité et des problèmes de logistiques limitèrent dans la plupart des cas l'appui de l'organisation à un simple soutien moral<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> The provisional IRA Patrick Bishop & Eamon Mallie Corgi books 1988

En revanche, les membres de l'IRA provisoire évitèrent soigneusement toute association avec les étudiants révolutionnaires de la bande à Baader et de la faction armée rouge qu'ils considéraient comme des petits bourgeois nihilistes dont les activités étaient source de discrédit. En effet, à la fin des années soixante dix, les actions des euro-terroristes avaient considérablement entamé le capital de sympathie de certains milieux politique européens envers la cause de l'IRA. Les violences facilitaient dans l'esprit des gens un amalgame entre tous les groupes terroristes.

### 4.3. L'IRA provisoire

#### 4.3.1. Crise interne, scission et émergence de l'IRA provisoire :

En 1969, l'IRA avait cessé toutes ses activités « militaires » à Belfast et ses effectifs y étaient réduits à une soixantaine de membres<sup>7</sup>. Jusqu'à cette date, la ville était restée à l'écart des mouvements pour les droits civiques. Une branche de la NICRA y est créée en avril 1969. En mai, la NICRA demande à la direction de l'IRA à Dublin une protection en cas de recrudescence des violences. La direction de l'IRA, très préoccupée par la finalisation de son programme politique, montrera peu d'empressement à satisfaire cette demande. En effet, son but était d'éviter toute confrontation militaire et toute apparence de sectarisme pour ne pas compromettre le rapprochement entre travailleurs catholiques et protestants. De plus, la faiblesse du stock d'armes face aux moyens du camp d'en face plaidait également pour une telle attitude. Les républicains du Nord en furent réduits à organiser, avec très peu de moyens, des comités d'auto défense dans les quartiers catholiques. Au cours des affrontements qui eurent lieu à Belfast du 13 au 17 août, l'IRA ne joua qu'un rôle très marginal du fait de sa faiblesse en moyens et en effectifs, et ce, malgré le ralliement de quelques « anciens » des campagnes militaires précédentes. Cette

---

<sup>7</sup> The provisional IRA Patrick Bishop & Eamon Mallie Corgi books 1988

« passivité » et cette inefficacité à protéger la communauté catholique discréditeront l'organisation aux yeux des habitants des quartiers touchés par les violences. Son nom même sera tourné en dérision et considéré comme le synonyme de « I Ran Away » (je me suis enfui). A la stupeur des républicains, ce rôle de défenseur, aux yeux de la communauté catholique, sera repris pour un temps par l'armée britannique.

Entre août et septembre 1969, des luttes internes au sein de l'IRA de Belfast débouchent sur sa prise de contrôle par une faction traditionaliste, opposée aux thèses « gauchisantes » développées par la direction de Dublin. Le mouvement local décide de couper les communications avec la direction de Dublin et de consacrer ses crédits, produits de donations, à l'achat d'armes et non plus à l'aide matérielle de la population. Les traditionalistes décident qu'en cas de non réorientation politique de l'équipe de direction de Dublin, dans un délai de 3 mois, la branche Nord du mouvement exclura tous les cadres « gauchistes » encore présents mettra sur pieds un Northern Command séparé pour exercer de manière autonome le contrôle de l'IRA dans les 6 comtés d'Ulster. Le programme du mouvement sera également expurgé de tout socialisme. En signes de désaccord, il est également décidé de ne pas envoyer de délégués de Belfast à la convention extraordinaire de l'armée, convoquée pour novembre afin de discuter de l'abandon éventuel du principe d'abstention de participation aux institutions politiques. Entre-temps, les dissensions entre la base et la haute hiérarchie dublinoise de l'IRA se sont étendues et aggravées. Ainsi, à Kerry, des démissions massives ont lieu dans les rangs du Sinn Fein et de l'IRA pour protester contre la décision d'abandonner la tradition de la prière aux cérémonies commémoratives. Plus tôt, dans l'année, la direction du Sinn Fein avait dissout sa section de Sligo après que cette dernière ait refusé la participation du Connolly Youth Movement (affiliée au parti communiste) et du parti travailliste aux marches commémoratives des événements de Pâques. Les dissensions se font également ressentir au niveau de la gestion des fonds collectés auprès de généreux donateurs. Elles opposent les « gauchistes » qui veulent les utiliser pour payer davantage de cadres politiques et les traditionalistes qui considèrent qu'ils doivent avant tout servir à acquérir des armes.

La convention extraordinaire se réunit finalement à la mi-décembre 1969, pour décider de l'approbation ou non de la reconnaissance des parlements de Leinster house ou Dail (république d'Irlande), de Stormont (Ulster) et de Westminster (Royaume Uni). La cession se tint en l'absence de délégués de Belfast et, selon certains, avec des délégués anti-abstentionnistes sur représentés en regard de leurs partisans sur le terrain. Une majorité se prononça en faveur de la reconnaissance officielle des différents parlements et de la formation d'un front de libération nationale regroupant les différents partis de gauche. A l'issue du vote le clan des abstentionnistes quittera la convention en déclarant que les anti-abstentionnistes ne seront plus considérés comme membres de l'IRA. A l'issue, leur chef de file se rendra directement à Belfast. Quelques jours avant Noël, le noyau de la nouvelle IRA se réunit dans une bourgade du centre de l'Irlande. Aux délégués de Belfast s'étaient joints tous les délégués ayant voté contre l'abandon du principe d'abstention. Ils éliront un exécutif provisoire de 12 membres qui élira à son tour un conseil militaire de 7 membres. Le terme de provisoire faisait écho au gouvernement provisoire des rebelles de 1916. Les délégués déclareront les délibérations de la dernière Convention de l'Armée comme nulle et non avenue. Ils décideront de réunir une nouvelle convention dans les douze mois pour régler la question du leadership du mouvement. Jusqu'à cette date, le nouveau mouvement sera considéré comme provisoire. La convention se réunira finalement 10 mois plus tard, en septembre 1970 et émettra un communiqué annonçant que la période « provisoire » est terminée. Mais le terme de provisoire était déjà attaché à la nouvelle organisation. L'IRA provisoire (Provisional IRA) était née. La scission toucha également la branche politique du mouvement, le Sinn Fein, à l'occasion d'une réunion qui devait entériner de manière définitive l'abandon de l'abstentionnisme. La majorité nécessaire ne fut pas dégagée et, à l'issue d'une cession houleuse, un tiers des délégués firent allégeance à l'IRA provisoire et quittèrent l'assemblée. Ceux qui restèrent au sein du mouvement prirent le nom d'officiels. Ainsi, furent créés le Sinn Fein officiel (Official Sinn Fein) et l'IRA officielle (Official IRA) comme pendants de l'IRA provisoire et du Sinn Fein provisoire.

La scission se répercuta dans toutes les sections du mouvement républicain à travers tout le pays. Les Provisoires furent ralliés par la majorité dans les zones au cœur de la violence telles que Belfast. En revanche, dans les zones relativement

épargnées telles que les régions frontalières, les officiels conservèrent une large majorité. Le gros des nouvelles troupes recrutées par les provisoires était principalement composé de jeunes gens plus animé par une rancœur vis à vis des protestants et de l'armée britannique que par la foi dans un idéal républicain. Cette situation entraînera un problème de qualité des effectifs dans les débuts du nouveau mouvement. Au cours de l'année 1970, les rivalités entre provisoires et officiels dégénère en règlements de comptes sanglants. Les rivalités s'expriment également par voie de presse au travers des journaux des 2 factions, Republican News pour les provisoires et United Irishman pour les officiels. Après plusieurs mois de violence, les deux mouvements font une trêve pour concentrer enfin leurs efforts contre les forces britanniques. Au cours des années qui allaient suivre, le courant officiel allait disparaître de la scène politique et « militaire ». Très rapidement, les noms d'IRA et de Sinn Fein allaient désigner l'IRA provisoire et sa branche politique.

#### 4.3.2. La stratégie militaire de l'IRA provisoire :

Persuadé d'une recrudescence imminente des attaques protestantes, le conseil militaire définit une stratégie pour l'IRA provisoire. Elle comportera trois phases. Dans un premier temps, toutes les énergies et tous les moyens devront être dédiés aux unités du Nord de l'Irlande afin d'assurer la défense des quartiers catholiques contre toute action des protestants ou des forces britanniques. Une fois la situation plus favorable, l'IRA devra passer d'une position purement défensive à une combinaison d'actions défensives et de représailles. Enfin, après une période de préparation, une offensive générale contre le système d'occupation britannique sera lancée. Les sections locales pourront également engager, à discrétion, des opérations sélectives de sabotage.

L'attitude prudente du début de la campagne était en grande partie motivée par la faiblesse en armement du mouvement qui durera jusqu'à l'automne 1970. Depuis le début de cette année, des armes étaient arrivées en petite quantité en provenance des Etats Unis, cachées dans des emballages de marchandises légales et acheminées par voie aérienne ou maritimes. Ainsi, certains sympathisants irlandais-américains,

parmi les équipages des vols transatlantiques, contribuèrent à l'approvisionnement de l'IRA via l'aéroport de Shannon. Malheureusement pour les combattants de l'organisation, les modèles étaient souvent anciens, de calibres différents et posaient donc de sérieux problèmes pour leur approvisionnements en munitions. En août, l'arrivée d'un important chargement de fusils d'assaut de type M16 et de munitions, organisé par des Irlando-américains de Philadelphie, allait changer la donne. . En ce qui concerne les explosifs, les premiers furent obtenu par des vols sur des chantiers ou dans des carrières puis, une fois la source d'approvisionnement tarie, par de savants mélanges à base de déserbants. Des explosifs plus élaborés obtenus à l'étranger tels que le Semtex viendront plus tard enrichir cette « panoplie ». Les succès de l'Armée britannique à neutraliser les bombes amèneront rapidement les artificiers de l'IRA à doter leurs créations de systèmes d'allumage se déclenchant en cas de tentative de désamorçage. Au début des violences, il semble que la république d'Irlande ait soutenu financièrement les républicains au Nord et ait même tenté de les approvisionner en armes. Trois membres du gouvernement de l'époque furent poursuivis en justice pour trafic d'armes mais furent acquittés.

#### 4.3.3.De nouveaux moyens de financement :

Le financement des livraisons allait être assurés par une nouvelle méthode de levée de fonds : les attaques de banques, organisées au Nord, dans un premier temps, puis étendues à l'ensemble de l'île. Au fil du temps, l'organisation développera des moyens de financement de plus en plus élaborés. Des entreprises tout à fait légales serviront de couverture. Ainsi, des clubs et des pubs, implantés en Irlande et dans d'autres pays, seront tenus par des membres de l'IRA, les profits alimentant directement les caisses du mouvement. De même, l'IRA possèdera à Belfast sa propre compagnie de taxis. Elle réussira à implanter dans les quartiers catholiques une microéconomie, notamment dans le domaine du bâtiment, qu'elle contrôlera, et au travers de laquelle elle s'adonnera à la fraude fiscale.

#### 4.3.4. La prise en main de la communauté catholique :

Une autre raison de la prudence initiale du mouvement était le faible soutien montré par la communauté catholique. Malgré les appels répétés à ne pas fraterniser avec les forces britanniques, la population n'avait toujours pas coupé les ponts avec ces dernières. Aussi, dès l'automne 1970, des mesures sont prises par l'IRA provisoire contre la fraternisation. Ainsi, les mères de familles qui persistent à offrir des tasses de thé aux soldats britanniques voient leur maison tagguée avec des slogans républicains. Les jeunes filles fréquentant les soldats en permission sont tondues et attachées aux poteaux d'éclairage avec une pancarte indiquant leur crime. Très rapidement, l'IRA provisoire s'imposera comme le gardien moral des ghettos catholiques. Les actions punitives s'étendront même aux trafiquants de drogue et aux cambrioleurs ; en fait, à tous les comportements jugés « anti-sociaux ». C'est ainsi que s'étendra la pratique du knee capping. Elle consiste à tirer une balle dans chaque genou des individus ayant persisté dans leurs comportements « anti-sociaux », malgré de multiples avertissements de l'IRA

#### 4.3.5. La campagne militaire :

Durant l'année 1970, 153 bombes exploseront en Irlande du Nord, visant principalement des cibles économiques, comme prévue dans le plan initial, afin de disperser les forces britanniques et réduire ainsi leur pression sur les quartiers catholiques. Les étapes suivantes devaient être des opérations de représailles puis des actions plus offensives. En pratique, les actions de l'IRA provisoire seront plus une réaction aux événements que le déroulement méthodique d'un plan de campagne. Le passage à l'offensive ne fut pas prémédité et s'opérera alors que l'attitude de l'armée britannique devenait plus dure à l'égard des catholiques. Les attaques directes contre des soldats britanniques commenceront officiellement au début de 1971, tant sous la pression des événements que de celle des éléments de la base qui rêvaient d'actions de représailles.

L'IRA provisoire se lance alors dans une campagne d'attentats en Irlande du Nord et en Grande Bretagne. Le but était de rendre intenable la position de la Grande Bretagne en Ulster en affaiblissant son économie et en démoralisant ses forces de sécurité. Les objectifs économiques et les membres des forces de sécurité deviendront, ainsi, les cibles privilégiées de cette campagne. L'entreprise prévoyait également l'organisation et le soutien de manifestations publiques contre la Grande Bretagne.

#### 4.3.6. Conséquence de la grève de la faim et maturation politique du mouvement :

L'élan de sympathie provoqué par l'épisode tragique de la grève de la faim et l'élection triomphale de Bobby Sands au parlement britannique marque la fin de l'approche purement militaire du mouvement et entraîne également une vague de ralliement à l'IRA et au Sinn Fein. Les dirigeants du mouvement prennent alors conscience qu'une approche politique peut avantageusement compléter leur action. Ils décident d'adopter la politique « du fusil et du bulletin de vote » (the armalite and the ballot box) en présentant des candidats aux différentes élections et, en 1986, après bien des discussions internes, en abandonnant le principe d'abstention qui les empêchait de siéger au parlement de la République d'Irlande. En effet, si cela ne posait aucun problème à l'électorat nationaliste du Nord de voter pour des députés qui boycotteraient des institutions britanniques dont ils avaient peu à attendre, les électeurs du Sud voulaient être réellement représentés. C'est dans cette période d'évolution que le Sinn Fein prendra sa véritable dimension de parti politique et abandonnera son rôle de simple paravent de l'IRA. Alors que les rangs des deux organisations grossiront, le nombre de membres appartenant simultanément aux deux mouvements sera considérablement réduit. Néanmoins, l'IRA conservera le dernier mot pour les décisions importantes.

En 1988, des discussions ont lieu entre Jerry Adams, leader du Sinn Fein, et John Hume, leader du SDLP, concernant un éventuel cessez le feu. Les discussions seront reprises en 1993 et aboutiront à un document relatif à la possibilité d'un cessez le feu

de l'IRA et d'une participation du Sinn Fein à des négociations pour l'engagement d'un processus de paix. Ce document connu sous le nom d'« initiative Hume-Adams » sera transmis aux gouvernements britanniques et irlandais encourageant ces derniers à faire un pas en avant sur le chemin des négociations.

## 5. Cinquième partie : 1993-2000 le processus de paix

### 5.1. Environnement politique et état de la société irlandaise

#### 5.1.1. Processus de paix et cessez le feu de l'IRA :

A la fin 1993, les gouvernements britanniques et Irlandais estimèrent que les conditions étaient réunies pour entamer un nouveau processus de paix. En effet, pour la première fois, tous les groupes terroristes avaient des représentants prêts à s'asseoir à la table des négociations. Le sentiment de lassitude qui avait gagné la population d'Irlande du Nord après 24 années de violence n'y était sûrement pas étranger. Au Sud, la forte expansion économique favorisée par les subsides de l'UE avait détourné, depuis quelques années, une bonne partie de la population de la question de l'Ulster.

Le 15 décembre 1993, les deux gouvernements se rencontrent et émettent une déclaration commune dans laquelle ils s'engagent à avoir une nouvelle approche politique et invitent toutes les parties qui renonceraient à la violence à se joindre aux discussions. A cette occasion, la Grande Bretagne déclare accepter le principe d'une Irlande unie, sous condition d'une approbation par la majorité des habitants d'Ulster, et promet d'œuvrer à l'élaboration d'un accord. La république d'Irlande, elle, reconnaît qu'une Irlande unifiée ne peut être obtenue que par consentement de la population.

Le texte de la déclaration déclencherà la colère des unionistes extrémistes qui y verront le début du lâchage de l'Ulster par la Grande Bretagne. Les républicains du Sinn Fein, eux, le trouveront décevant. Il sera, au contraire, bien accueilli par les partis modérés. Néanmoins, les partis extrémistes demanderont des précisions. Quelques mois plus tard, un document clarifiant la première déclaration sera publié.

Ce document déclare que le Sinn Fein et les extrémistes unionistes peuvent s'asseoir à la table des négociations après avoir préalablement déposé les armes.

Le 31 août 1994, après 25 années de violence, l'IRA annonce l'arrêt total des opérations militaires. Six semaines plus tard, le 13 octobre, l'UDA et l'UVF annoncent, à leur tour, l'arrêt de leurs opérations.

Tout au long de l'année 1995, les discussions buteront sur la question du désarmement des groupes paramilitaires, considéré comme préalable à toute négociation par le premier ministre britannique John Major. L'IRA, au contraire, considère qu'un quelconque désarmement ne pourra intervenir qu'à l'issue de l'aboutissement du processus de paix. D'autre part, au cours de l'été, les marches des orangistes protestants à travers certains quartiers catholiques sont marquées par des actes de violence de part et d'autre. Néanmoins, le cessez le feu résistera à cette poussée de violence.

#### 5.1.2. Blocage du processus et reprise des hostilité :

Malgré l'appui de l'administration américaine dans le processus de paix, les discussions ne progresseront pas et le 9 février 1996, l'IRA annoncera la fin du cessez le feu. Soixante secondes après ce communiqué, une bombe explosera à Londres causant la mort de deux personnes et des millions de livres sterling de dégâts matériels. Malgré la reprise des opérations de l'IRA, les paramilitaires protestants maintiendront leur cessez le feu.

L'été 1996 sera également marqué par des violences à l'occasion des marches traditionnelles. Dans la même période, un groupe paramilitaire protestant dissident, la Loyalist Volunteer Force (LVF), entamera des actions terroristes contre la communauté catholique. En septembre, l'UVF et l'UDA interrompront leur cessez le feu.

### 5.1.3. La relance du processus de paix et le Good Friday Agreement :

En Grande Bretagne, les élections générales de 1997 sont marquées par la progression électorale du Sinn Fein et par l'arrivée au pouvoir du parti travailliste de Tony Blair. Désireux de relancer le processus de paix, le nouveau premier ministre annoncera la reprise des discussions avec ou sans la présence du Sinn Fein, ce dernier ne pouvant y participer sans un cessez le feu de l'IRA. A l'inverse de son prédécesseur, il n'insistera pas sur le préalable du désarmement, inacceptable pour l'IRA. En réponse, le 20 juillet 1997, l'IRA annoncera un nouveau cessez le feu. Les paramilitaires protestants suivront.

Après quelques interruptions, les discussions aboutiront, le 10 avril 1998, à la signature par tous les partis du Good Friday agreement (accord du Vendredi Saint). L'accord prévoit la création en Ulster d'un gouvernement où les sièges sont répartis de manière égale entre les républicains et les unionistes, la création d'institutions transfrontalières à composition paritaire entre le nord et le sud, la libération de toutes les personnes arrêtées pendant les troubles, la création d'une commission des droits de l'homme, la réforme de la RUC, le retrait des troupes britanniques de l'île, des travaux en vue d'un désarmement des organisations paramilitaires, une réforme du système judiciaire et des référendums sur la réunification de l'île. L'accord sera approuvé par référendum en Irlande du Nord (71.4%) et du Sud (94%).

A peu près dans la même période, des groupes armés républicains et unionistes dissidents hostiles au processus de paix se lanceront dans des attaques terroristes. Néanmoins, du fait de leurs moyens limités leur actions n'auront que peu d'impact sur le cours des événements et la paix retrouvée en Irlande du Nord.

## 5.2. Facteurs internationaux

### 5.2.1. Influence de la fin de la guerre froide et rôle des Etats Unis :

La chute du bloc de l'Est, a eu un impact non négligeable sur la question irlandaise. En effet, la menace communiste ayant disparu, le président des Etats Unis n'était désormais plus tenu de ménager à tout prix une relation privilégiée avec la Grande Bretagne. D'autre part, l'électorat Irlando-américain, traditionnellement démocrate avait dérivé vers le camp républicain au cours de la décennie précédente. Une implication dans le processus de paix irlandais semblait approprié pour le ramener vers le camp démocrate du président de l'époque, M. Clinton.

Aussi, en février 1994, les Etats Unis acceptèrent, pour la première fois, d'accorder un visa d'entrée à Gerry Adams, le leader du Sinn Fein. Sa visite fit l'objet d'une grande publicité. L'événement eu un impact important sur l'IRA provisoire. Il convainquit l'organisation que son point de vue était pris en compte et qu'elle était reconnue comme un partenaire à part entière pour les futures négociations. Il semble que l'attitude volontaire de l'administration Clinton dans le processus de paix ait joué un rôle décisif dans l'aboutissement d'un cessez le feu de l'IRA.

De plus, on peut penser que la déroute de l'idéologie révolutionnaire qui a accompagné la chute du bloc soviétique a sans doute également contribué à orienter certaines consciences républicaines vers la voie de la négociation.

### 5.2.2. Intégration européenne et érosion du nationalisme au Sud :

Au niveau européen, l'aide financière européenne avait considérablement influencé la société de la République d'Irlande. En effet, pendant de nombreuses années, la république d'Irlande était restée l'un des pays les plus pauvres de l'espace européen. Le taux de chômage y était très élevé et chaque année des milliers de

citoyens partaient chercher fortune à l'étranger, notamment en Grande Bretagne et aux Etats Unis. Au début des années 90, l'économie irlandaise commencera à enregistrer une forte croissance favorisée par les subsides européens et par une politique fiscale avantageuse pour les entreprises décidant de s'installer sur le territoire de la république d'Irlande. Ainsi, de nombreuses entreprises d'informatiques et de télécommunication s'y implanteront pour bénéficier de ces avantages et employer la main d'œuvre irlandaise très qualifiée. Au fil de la décennie, le solde migratoire s'inversera et le pays verra le retour de nombreux expatriés ainsi que l'installations de travailleurs étrangers. L'augmentation du niveau de vie qui en résulta, émoussa certainement les aspirations républicaines d'une partie importante de la population. L'aspect commercial devint rapidement plus important que les questions idéologiques<sup>8</sup>. La sympathie et le respect pour l'IRA allait de même se restreindre de manière très importante.

Dans ce contexte très particulier d'érosion du soutien de l'opinion publique irlandaise à la lutte armée et de reconnaissance politique par la première puissance mondiale, le mouvement républicain s'est tout naturellement engagé sur le terrain qui paraissait le plus favorable à long terme : celui de la négociation.

### 5.3. Cessez le feu et groupes dissidents

#### 5.3.1. Une organisation toujours sur ses gardes :

D'après certains analystes, l'IRA comptait dans le milieu des années 90, un noyau dur d'environ 400 activistes et un nombre similaire d' « auxiliaires » pouvant être sollicités en cas de crise. La plupart de ces membres ou « volontaires » étaient concentrés en Irlande du Nord. Certains résidaient également en République

---

<sup>8</sup> Observation de l'auteur au cours de ses nombreux voyages

d'Irlande et en Grande Bretagne. Certaines cellules ont également agit de manière ponctuelle aux Etats Unis et dans d'autres pays étrangers. Nombre de ces volontaires n'étaient pas utilisés à plein temps et vaquaient à des occupations tout à fait ordinaires lorsqu'ils n'étaient pas en opération.

Après la déclaration de cessez le feu de 1994, l'IRA aurait gardé ses structures intactes. Bien qu'ayant cessé ses attaques contre les forces de sécurité en Ulster et ses attentats en Angleterre, l'IRA a poursuivi son rôle de « force de police » au sein des quartiers catholiques. Les punitions par passage à tabac ou par knee capping ont continué ainsi que les « exécutions » de supposés vendeurs de drogue sous le couvert d'une organisation inconnue, la Direct Action Against Drugs.

Bien que condamnée par beaucoup en Ulster, cette politique présentait plusieurs avantages pour l'IRA : elle maintenait le pouvoir et l'autorité de l'organisation dans les quartiers catholiques ; elle maintenait le moral des « volontaires » en leur donnant le sentiment d'être utiles ; elle contribuait à maintenir « l'appareil militaire » de l'organisation en état de fonctionner. L'IRA aurait également continué à rassembler des informations sur les forces de sécurités présentes en Ulster. Par la suite, l'organisation entamera une amorce de désarmement. En 2000, l'IRA provisoire sera retirée de la liste des organisations terroristes publiée par le département d'état américain.

Suite au processus de paix des groupes dissidents hostiles au traité quitteront l'IRA et créeront leur propre organisation. Il s'agit de la Real IRA et de la Continuity IRA

### 5.3.2. La Real IRA :

La Real IRA (RIRA) ou True IRA<sup>9</sup> a été formée début 1998 en tant que branche armée clandestine du 32-County Sovereignty Movement (mouvement pour la

---

<sup>9</sup> Patterns of Global Terrorism, 2001. United States Department of State, May 2002)

souveraineté des 32 comtés), un groupe de pression prônant le retrait des forces britanniques d'Irlande du Nord et la réunification de l'île. Ce mouvement s'était opposé à l'adoption par le Sinn Fein, en septembre 1997, des principes de démocratie et de non violence et aux amendements des articles 2 et 3 de la constitution de la république d'Irlande qui abandonnaient la revendication territoriale sur le Nord. La Real IRA a recours aux assassinats, aux attentats à l'explosif et aux cambriolages. Nombre de ses membres sont des anciens de l'IRA qui ont quitté l'organisation au moment du cessez le feu et ont apporté à la nouvelle structure leur savoir faire en matière de maniement d'explosifs et de tactiques de terrorisme. La RIRA est tenue pour responsable de l'attentat à la voiture piégée d'Omagh, en Irlande du Nord, le 15 août 1998, qui a causé la mort de 29 personnes et en a blessé 220. Le groupe a observé un cessez le feu après cet attentat mais a repris ses activités en 2000 et 2001 en Irlande du Nord et en Angleterre contre des cibles telles que le siège du MI6 et la BBC.

Ses effectifs comprendraient entre 100 et 200 activistes qui pourraient bénéficier d'un soutien limité de membres de la ligne dure de l'IRA, mécontents des nouvelles orientations de l'organisation. La RIRA est suspectée de recevoir des fonds de sympathisants aux Etats Unis et de tenter de s'approvisionner en armes dans ce même pays. L'organisation se serait également procuré des armes dans les Balkans. L'extradition de trois irlandais liés à la RIRA de Slovénie vers la Grande Bretagne pour trafic d'armes tendrait à confirmer cette dernière information. Elle pourrait également recourir au trafic de drogue pour se financer. A ce sujet, trois de ses membres ont été arrêtés en Colombie en août 2001. Ils sont soupçonnés d'avoir entraîné la guérilla des FARC au maniement des explosifs et d'un mortier artisanal. On peut aisément imaginer quel a été le mode de paiement des FARC pour le service rendu.

### 5.3.3. La Continuity IRA :

La Continuity IRA (CIRA°) ou Continuity Army Council s'est constitué en 1994 en tant que branche clandestine armée du Republican Sinn Fein, un groupe dissident

du Sinn Fein créé après l'annonce du cessez le feu de septembre 1994. Ses activités violentes se sont limitées à l'Irlande du Nord contre les forces britanniques, les paramilitaires protestants et dans des villes protestantes. Ses capacités sont estimées à moins de 50 activistes et ne lui permettent pas d'entreprendre des actions en dehors d'Irlande. Il est possible que la CIRA se soit associée à la RIRA pour s'approvisionner en armes dans les Balkans.

## 6. Conclusion

Issue d'un groupe de conspirateurs républicains à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'IRA ne s'imposera que quelques décennies plus tard. La première guerre mondiale va rapidement apparaître comme une occasion pour les nationalistes irlandais de concrétiser leurs aspirations. Certains préféreront s'engager aux côtés des britanniques pour peser plus tard dans d'éventuelles négociations. D'autres, plus nombreux, se soulèveront à Pâques 1916 pour profiter des difficultés de la Grande Bretagne dans la Grande guerre.

La répression et la guerre de libération qui s'ensuivra marqueront l'avènement de l'IRA comme armée de libération de la nation irlandaise. Bien qu'ayant l'appellation d'armée, elle n'affrontera que très rarement les Britanniques en bataille rangée et mènera principalement des actions de guérilla. Tout au long de son histoire, elle sera représentée sur la scène politique par le parti du Sinn Fein.

La signature d'un traité de partition de l'île entre un Etat libre d'Irlande, au Sud et une province d'Ulster, au Nord, toujours sous domination britannique, amènera la scission du mouvement républicain. Les opposants au traité garderont les appellations d'IRA et de Sinn Fein. Le Sinn Fein refusera, désormais, de siéger au parlement irlandais qu'il ne reconnâtra pas, ce sera le principe d'abstention qui sera étendu aux parlements de Belfast et de Londres. L'IRA se lancera dans une guerre civile contre le nouvel Etat d'Irlande. Privés en grande partie du soutien de la population et écrasés par la supériorité numérique et matérielle de leurs anciens compagnons d'armes, les insurgés déposeront finalement les armes.

Le Sinn Fein connaîtra, de nouveau, une scission en 1925, lorsque qu'un certain nombre de ses membres le quitteront pour renoncer au principe d'abstention et fonder leur propre parti qui siègera au parlement irlandais. Une campagne terroriste en Angleterre et une tentative avortée de rapprochement avec l'Allemagne Nazie ne permettront pas à l'IRA de revenir sur le devant de la scène avant plusieurs décennies.

Dans les années cinquante, une désastreuse campagne d'attaques menées le long de la frontière de l'Ulster, dans l'indifférence quasi générale, mettra fin aux activités « militaires » de l'organisation et déclenchera une crise morale très profonde parmi ses membres.

Un réexamen de la situation amènera la nouvelle direction de l'IRA à renoncer à la lutte armée et à privilégier le champ politique en développant des thèses marxisantes. Cette nouvelle orientation provoquera des tensions avec la base, souvent plus traditionaliste sur les plans culturels et religieux.

A la fin des années soixante, les tensions sociales en Irlande du Nord déboucheront sur des affrontements intercommunautaires et exacerberont les divergences internes du mouvement républicain. L'impréparation de l'IRA pour protéger la communauté catholique contre les violences et la persistance de la direction de Dublin à privilégier une approche politique amènera une nouvelle scission du mouvement entre « officiels » et « provisoires ». Les « provisoires » décident d'apporter une réponse « militaire » à la violence subie par les catholiques et de s'éloigner des thèses marxistes prônant l'union des prolétaires catholiques et protestants. Le Sinn Fein connaîtra la même scission. Les « officiels » disparaîtront rapidement de la scène irlandaise alors que l'IRA provisoire l'occupera pendant plus de deux décennies.

L'IRA provisoire se distinguera par la férocité de ses campagnes terroristes qui seront menées non seulement sur le sol irlandais mais également en Angleterre et en Allemagne contre les forces britanniques et des cibles économiques.

La lassitude de la population ainsi que l'attitude de l'administration américaine favoriseront la maturation politique du mouvement, amorcée lors de l'épisode des grévistes de la faim de 1981. Fort de l'assurance des gouvernements irlandais, britanniques et américains, le mouvement républicain, bien que réservé, semble avoir définitivement renoncé à la violence, et ce, malgré l'action de certaines factions dissidentes à la dérive mafieuse.

En fait, il semble que l'IRA ait été la résultante tenace d'un conflit inachevé, celui de l'indépendance de l'Irlande. Il est intéressant de noter que les grandes scissions qui ont marqué le mouvement, au cours de son histoire, ont toujours été causées par des divergences d'avis sur les moyens et non sur les buts. Il s'agissait d'aboutir à l'indépendance et à l'unification de l'île. La question était de savoir s'il était possible d'y arriver par des moyens politiques ou par la lutte armée. L'IRA provisoire optera finalement, à partir de 1981, pour un mélange des deux options et, le contexte national et international aidant, privilégiera l'approche politique à la fin des années quatre-vingt-dix.

Malgré quelques sursauts de violence, la paix règne désormais en Irlande. L'IRA semble avoir abandonné son rôle de compagnon tourmenté de la tumultueuse histoire irlandaise, faisant ainsi mentir Léon Uris qui écrivait dans son roman *Trinity* : « Une république vint finalement à passer, mais les chagrins et les désordres n'ont jamais quitté cette terre belle et tragique. Car vous voyez, en Irlande, il n'y a pas de futur, seulement le passé qui se répète encore et encore ». Au contraire, le futur apparaît bien présent et, compte tenu, des avancées démocratiques en Ulster et du taux de natalité de la communauté catholique, l'idéal républicain d'une Irlande unie ne semble qu'à quelques décennies de distance.

## 7. Bibliographie

BISHOP Patrick & MALLIE Eamon, *The provisional IRA*, Corgi books, 1988

RIVOALLAN, Anatole, *L'Irlande*. Paris, 1934, Armand Colin. BPU Sa 3436.

United States Department of State, *Patterns of Global Terrorism*, 2001., May 2002

MACSTIOFAIN, Sean, *Revolutionary in Ireland*, Gordon Cremonesi, 1975

BARRY, Tom, *Guerilla Days in Ireland*, Anvil Books, Dublin, 1981

ADAMS, Gerry, *Une voix pour la paix*, Coop Breizh, 1998

DE ROSA, Peter, *Rebels-The Irish Rising of 1916*, Fawcet Columbine, 1990

McPHILEMY, Sean, *The Committee – Political Assassination in Northern Ireland*, Roberts Rinehart, 1998

Mc KITTRICK David & KELTERS Seamus, *Lost Lives – The Stories of the Men, Women and Children Who Died as a Result of the Northern Ireland Troubles*, Mainstream Publishing, 1999

De BREADUN, Deaglan, *The far side of revenge*, the Collins press, 2001

Mac MAHON, Sean, *Robert Emmet*, Mercier Press, 1999

BERESFORD, David, *Ten Men Dead*, Atlantic Monthly Press, 1987

PAT COOGAN, Tim, *The IRA – A History*, Roberts Rinehart, 1993

TAYLOR, Peter, *States of Terror*, Penguin Books, 1993

ECKERT, Nicolas, *Fatal Encounter – The Story of the Gibraltar Killings*, Poolberg Press, 1999



## TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE .....	I
INTRODUCTION .....	2
1. PREMIERE PARTIE : RAPPEL HISTORIQUE .....	3
1.1. COLONISATION ET ESSOR ECONOMIQUE .....	3
1.2. LA GRANDE FAMINE ET SES CONSEQUENCES : .....	4
1.3. NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT DU NATIONALISME IRLANDAIS : .....	4
2. DEUXIEME PARTIE : 1916-1921 LA LUTTE POUR UNE NATION IRLANDAISE .....	7
2.1. ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ETAT DE LA SOCIETE IRLANDAISE.....	7
<u>2.1.1. Nationalisme et Home Rule</u> : .....	7
<u>2.1.2. Le soulèvement de Pâques 1916 et l'essor du mouvement républicain:</u> .....	8
<u>2.1.3. Guerre d'indépendance et partition</u> : .....	9
2.2. FACTEURS INTERNATIONAUX .....	10
<u>2.2.1. Nationalistes et Unionistes Irlandais ensemble dans la Première guerre mondiale</u> : .....	11
<u>2.2.2. Les difficultés de l'Angleterre deviennent une opportunité pour les nationalistes irlandais:</u> .....	12
<u>2.2.3. L'Allemagne, allié objectif des nationalistes</u> : .....	12
<u>2.2.4. L'influence de la Grande guerre dans le traitement de la crise irlandaise</u> : .....	13
<u>2.2.5. L'action de la diaspora irlandaise:</u> .....	14
2.3. L'IRA DES ORIGINES .....	14
<u>2.3.1. Un nom aux origines anciennes</u> : .....	15
<u>2.3.2. Naissance officielle et organisation</u> : .....	15
3. TROISIEME PARTIE : 1922-1968 :LA SCISSION ET LA MARGINALISATION DANS LA SOCIETE IRLANDAISE .....	17
3.1. ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ETAT DE LA SOCIETE IRLANDAISE.....	17
<u>3.1.1. Guerre civile et défaite des opposants au traité</u> : .....	17
<u>3.1.2. Affranchissement de la tutelle britannique et guerre économique</u> : .....	18
<u>3.1.3. L'attitude de l'Eire pendant le deuxième conflit mondial</u> : .....	19
<u>3.1.4. Tentative de réunification et avènement de la république d'Irlande</u> : .....	19
<u>3.1.5. Une Irlande du Nord inégalitaire enquête de réformes</u> : .....	20
3.2. UN MOUVEMENT MARGINAL QUI RECHERCHE DE NOUVEAUX MODES D' ACTION.....	22
<u>3.2.1. Scission et guerre civile</u> : .....	22
<u>3.2.2. Nouvelle scission du mouvement républicain et réorganisation de l'IRA</u> : .....	23
<u>3.2.3. La recherche de soutiens à l'étranger</u> : .....	24
<u>3.2.4. Rapprochement Sinn Fein-IRA et Border Campaign</u> : .....	24
<u>3.2.5. Crise morale et tentative de refondation doctrinale</u> : .....	26

4.	QUATRIEME PARTIE : 1968-1993 : LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT REPUBLICAIN .....	29
4.1.	ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ETAT DE LA SOCIETE IRLANDAISE.....	29
4.1.1.	<u>Montée des tensions intercommunautaires</u> : .....	29
4.1.2.	<u>L'intervention de l'armée britannique</u> : .....	30
4.1.3.	<u>L'escalade de la violence dans le conflit</u> : .....	31
4.1.4.	<u>Une tentative de négociation avortée</u> : .....	33
4.1.5.	<u>La grève de la faim et le renouveau de la cause républicaine</u> : .....	33
4.1.6.	<u>Une politique de petits pas en vue d'un règlement du conflit</u> : .....	34
4.2.	FACTEURS INTERNATIONAUX.....	35
4.2.1.	<u>Recherche d'armement à l'Est</u> : .....	35
4.2.2.	<u>La filière Libyenne</u> : .....	36
4.2.3.	<u>Des contacts au Moyen Orient</u> : .....	36
4.2.4.	<u>Des échanges variés</u> : .....	37
4.3.	L'IRA PROVISOIRE .....	38
4.3.1.	<u>Crise interne, scission et émergence de l'IRA provisoire</u> : .....	38
4.3.2.	<u>La stratégie militaire de l'IRA provisoire</u> : .....	41
4.3.3.	<u>De nouveaux moyens de financement</u> : .....	42
4.3.4.	<u>La prise en main de la communauté catholique</u> : .....	43
4.3.5.	<u>La campagne militaire</u> : .....	43
4.3.6.	<u>Conséquence de la grève de la faim et maturation politique du mouvement</u> : .....	44
5.	CINQUIEME PARTIE : 1993-2000 LE PROCESSUS DE PAIX .....	46
5.1.	ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ETAT DE LA SOCIETE IRLANDAISE.....	46
5.1.1.	<u>Processus de paix et cessez le feu de l'IRA</u> : .....	46
5.1.2.	<u>Blocage du processus et reprise des hostilité</u> : .....	47
5.1.3.	<u>La relance du processus de paix et le Good Friday Agreement</u> : .....	48
5.2.	FACTEURS INTERNATIONAUX.....	49
5.2.1.	<u>Influence de la fin de la guerre froide et rôle des Etats Unis</u> : .....	49
5.2.2.	<u>Intégration européenne et érosion du nationalisme au Sud</u> : .....	49
5.3.	CESSEZ LE FEU ET GROUPES DISSIDENTS .....	50
5.3.1.	<u>Une organisation toujours sur ses gardes</u> : .....	50
5.3.2.	<u>La Real IRA</u> : .....	51
5.3.3.	<u>La Continuity IRA</u> : .....	52
6.	CONCLUSION .....	54
7.	BIBLIOGRAPHIE .....	57
8.	ANNEXE.....	A
	TABLE DES MATIÈRES .....	B